

Revue de presse

Mardi 30 Mai 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Le secteur de l'assurance doit apporter un soutien fort au développement socio-économique dans les pays africains](#)



ALGER - Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a indiqué lundi à Alger que l'Organisation africaine des assurances (OAA), dont l'Algérie assurera la présidence annuelle, demeurerait l'un des maillons les plus importants qui consacrent l'action africaine commune, soulignant la nécessité de faire du secteur

de l'assurance un soutien fort au développement économique et social dans les pays africains.

Lors de l'ouverture des travaux de la 49e conférence et de l'Assemblée générale de l'OAA, qui se tiennent à Alger sous le thème "Contribution de l'assurance aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique", le ministre a souligné que "l'OAA est l'un des maillons les plus importants qui consacrent l'action africaine commune, compte tenu de ses efforts considérables pour l'amélioration de la performance des marchés africains de l'assurance et la promotion du niveau technique et financier de ce secteur qui doit apporter un soutien fort au développement économique et social dans les pays africains, comme c'est le cas dans plusieurs autres pays, notamment les pays développés".

M. Faïd a affirmé, en outre, que le choix du thème de la conférence procède de "l'importance accordée au rôle et à la contribution du secteur de l'assurance face aux défis, présents et futurs, de l'Afrique, notamment dans le domaine alimentaire".

Il s'est dit convaincu que les travaux de la conférence aboutiront à des recommandations à même de "renforcer le rôle de l'industrie de l'assurance afin de garantir des couvertures en assurance appropriées aux besoins de l'économie africaine".

Le ministre a affirmé que les autorités publiques en Algérie s'attèlent à préparer une nouvelle loi sur les assurances pour permettre au secteur de mieux contribuer au développement économique, parallèlement à l'amélioration de l'organisation du marché des assurances nationales, précisant que l'objectif de cette mesure "est d'améliorer l'organisation et la performance du marché de l'assurance et de consacrer le principe de la concurrence loyale entre intervenants dans la perspective de promouvoir le niveau de cette activité et son rôle dans les domaines économique et social".

Les nouvelles dispositions prévues dans ce texte permettront "d'améliorer la couverture en assurance des indicateurs nationaux, de contribuer largement au financement de l'économie nationale et d'offrir des services de qualité aux assurés".

M. Faïd a rappelé, dans ce sens, les réformes engagées dans le secteur des finances en Algérie, la branche de l'assurance et réassurance en particulier qui "jouit d'un grand

intérêt", l'Algérie ayant connu en 1995 la libération de cette activité ce qui a permis d'ouvrir le marché de l'assurance à l'investissement privé et étranger.

Le ministre a rappelé que l'Algérie compte aujourd'hui 25 compagnies d'assurance et de réassurance, publiques et privées, dont 11 sociétés relevant du secteur privé et d'autres basées sur les partenariats avec les sociétés étrangères.

Pour rappel, la cérémonie d'ouverture de la 49ème conférence de l'OAA s'est déroulée sous la présidence du Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, en présence du ministre des Finances, du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhafid Henni, du président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Sidi Mohammed Bouchenak Khelladi, des représentants des organismes des Nations Unies et de l'Union africaine accrédités en Algérie.

Prendent part à cette conférence de trois jours, organisée par l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR) sous l'égide de l'OAA, 1.780 représentants de différentes branches de l'industrie de l'assurance et de la réassurance, dont 1.100 participants issus de 70 pays.

Le programme de la conférence comprend des débats axés sur la promotion de l'assurance agricole en Afrique, et le développement de solutions d'assurance pour améliorer la production agricole et les systèmes de transfert de risques catastrophes public-privé.

L'OAA, créée en 1972 en Ile Maurice, est une organisation non-gouvernementale dont le siège (secrétariat général) est à Douala (Cameroun). Elle compte 371 membres, dont 363 issus de 47 pays d'Afrique et 14 membres internationaux associés provenant de 8 pays.

L'Algérie prendra la présidence annuelle de l'organisation lors des travaux de l'AG de l'OAA, prévue mercredi.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Début des travaux de la 49e conférence de l'OAA à Alger



ALGER - La 49ème conférence et assemblée générale de l'Organisation des assurances africaines (OAA) a ouvert ses travaux, lundi à Alger, sous la présidence du Premier ministre Aïmene Benabderrahmane.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du **ministre des Finances, Laaziz Faïd**, du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhafid Henni, du président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Sidi Mohammed Bouchenak Khelladi, des représentants des organisations onusiennes et de l'Union africaine, ainsi que des PDG de banques et de compagnies d'assurance.

Cette conférence de trois jours, à laquelle prennent part quelque 1.780 représentants de différentes branches de l'industrie de l'assurance et de la réassurance, dont 1.100 participants issus de 70 pays, est placée cette année sous le thème "Contribution de l'assurance aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique".

Organisée sous l'égide de l'OAA par l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), cette conférence est la troisième du genre abritée par l'Algérie après celles tenues en 1991 et en 2008.

L'évènement sera l'occasion d'échanger des réflexions et expertises autour de plusieurs thématiques en lien avec l'industrie de l'assurance et son développement en Afrique, notamment le rôle clé du secteur de l'assurance en Afrique dans le domaine de la sécurité

alimentaire, ainsi que la promotion de la coopération interafricaine en matière d'assurance et de réassurance.

Il est attendu également l'élaboration d'une feuille de route pour défendre la position commune des membres de l'organisation, qui a pour but de promouvoir les intérêts stratégiques du secteur de l'assurance en Afrique.

Les organisateurs ont prévu un programme de sessions et de panels axés sur la promotion de l'assurance agricole en Afrique et des thèmes qui portent sur le développement de solutions d'assurance pour améliorer la production agricole et les systèmes de transfert de risques catastrophes public-privé pour renforcer la résilience continentale.

L'OAA, créée en 1972 à l'Ile Maurice, est une organisation non-gouvernementale dont le secrétariat permanent est établi à Douala (Cameron). Elle compte 371 membres, dont 363 issus de 47 pays d'Afrique et 14 membres internationaux associés provenant de 8 pays.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Assurances: un nouveau projet de loi avant fin 2023 pour accroître l'attractivité du secteur](#)

ALGER - Les pouvoirs publics sont en phase de finaliser un nouveau projet de loi sur les assurances qui sera soumis aux deux chambres du Parlement avant la fin 2023 pour accroître l'attractivité du secteur des assurances en Algérie, a annoncé lundi à Alger le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane.

Dans son allocution d'ouverture des travaux de la 49e conférence de l'Organisation des Assurances Africaines (OAA), placé sous le thème "Contribution de l'assurance aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique", M. Benabderrahmane a souligné que le secteur en Algérie "a connu plusieurs réformes qui ont favorisé l'ouverture du marché à de nouvelles sociétés privées et étrangères, le nombre de sociétés étant passé de 6 sociétés publiques en 1995 à 25 sociétés actuellement, à capital, public, privé, étranger ou mixte".

En 2006, a-t-il poursuivi, "le cadre juridique a été renforcé ce qui a favorisé le développement de l'activité d'assurance et par la même du volume du marché de trois fois durant les 15 dernières années, soit plus de 1,1 milliard de dollars en 2022".

Actuellement, les pouvoirs publics "sont en phase de finaliser un nouveau projet de loi sur les assurances qui sera soumis aux deux chambres du Parlement avant la fin 2023 pour accroître l'attractivité du secteur des assurances en Algérie", ajoute M. Benabderrahmane.

Cependant, et en raison du faible taux de contribution du secteur au PIB, à l'instar des pays africains où il ne dépasse pas 1%, "nos pays aspirent à améliorer la performance du marché à travers une série de mesures visant l'ouverture des marchés dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), le renforcement de la coopération, et l'échange d'informations liées à la gestion des risques, notamment climatiques", a souligné le Premier ministre.

Il s'agit également, a-t-il dit, de "la promotion de l'inclusivité du marché africain de la réassurance, ainsi que l'amélioration de la gouvernance et de l'adaptation des compagnies d'assurance et de réassurance".

Ces procédures, poursuit M. Benabderrahmane visent également à moderniser le marché des assurances à travers l'accélération de la cadence de la numérisation, la mise en place de plateformes numériques de souscription et d'indemnisation des victimes, ainsi que des moyens de paiement électroniques, outre la diversification des offres d'assurance dans le cadre de l'inclusion financière, la préparation du secteur pour la prise en charge de nouveaux risques et l'amélioration de la qualité des services fournis aux assurés.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[49ème conférence et assemblée de l'OAA : appel aux gouvernements africains pour soutenir le marché de l'assurance agricole](#)

ALGER - Le président de l'Organisation africaine des assurances (OAA), Ben Kajwang a appelé, lundi à Alger, les gouvernements africains à développer des subventions aux primes du marché de l'assurance agricole, soulignant que le marché de l'assurance agricole dans le continent reste sous-développé, en dépit d'importantes potentialités existantes.

"L'Organisation africaine des assurances fait appel aux gouvernements africains pour le développement des subventions aux primes du marché de l'assurance agricole, ainsi que pour l'amélioration de l'éducation financière des agriculteurs", a affirmé M. Kajwang, lors de la cérémonie d'ouverture des travaux de la 49ème conférence et assemblée générale de l'OAA.

Dans ce contexte, le responsable a noté que "le marché des assurances agricoles reste sous-développé en Afrique avec une faible pénétration et une gamme de produits limitée", ajoutant que "la plupart des primes d'assurance agricole sont proposées seulement dans quelques pays africains".

Il a précisé, dans ce sens, que "seulement 1 % des petits exploitants agricoles africains sont aujourd'hui couverts par l'assurance, alors que l'environnement économique mondial en général et l'Afrique en particulier connaît des moments difficiles avec une inflation croissante, une perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, ainsi que du phénomène de l'insécurité alimentaire"

Plaidant pour le développement de l'industrie des assurances agricoles dans le continent, il a fait observer que "l'Afrique possède 65 % des terres arables non cultivées dans le monde et une abondance en eau, ainsi un potentiel d'enseillement de 300 jours/an".

"Plus de 60 % de la population africaine est engagée dans l'agriculture et environ 23 % du PIB de l'Afrique provient de l'agriculture", a-t-il encore signalé assurant que "l'Afrique pourrait produire deux à trois fois plus de céréales et de grains".

A cet effet, le président de l'OAA a mis en avant trois défis majeurs auxquels devrait faire face l'Afrique, qui sont les chocs climatiques, la volatilité des cours mondiaux, ainsi que la sous-alimentation.

Pour sa part, le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurances (UAR) Youcef Benmicia, a souligné que "les efforts des acteurs du secteur africain de l'assurance, experts, gouvernements et organisations, devraient s'orienter vers la mise en place de systèmes assurantiels à même de transférer les risques naturels et climatiques".

L'objectif, a-t-il précisé, est de "développer et fournir des produits d'assurance compatibles avec les besoins des populations. Les agriculteurs".

M Benmicia a aussi relevé que cette conférence, constitue une occasion d'échanger des expériences et "de dégager des solutions pratiques et des recommandations pour relever le défi de la sécurité alimentaire".

Il a noté également que le secteur des assurances en Afrique pèse seulement 1% du chiffre d'affaires de l'industrie assurantielle mondiale, ajoutant que la branche agricole ne dépasse pas les 1,5% à l'échelle continentale.

"Plusieurs facteurs sont derrière cette situation, dont les difficultés économiques dans beaucoup de pays africains et les facteurs culturels" d'où, a-t-il souligné, "la nécessité de mettre en place des mécanismes à l'effet d'inverser cette tendance parallèlement au travail de sensibilisation et de communication envers les opérateurs économiques".

De son côté, la représentante résidente du Programme des Nations-unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Blerta Aliko, a mis en exergue les actions engagés par le PNUD, dans le cadre des Objectifs de développement durable afin d'éliminer la faim et d'assurer la sécurité alimentaire.

Dans ce cadre, elle a précisé que le PNUD, par l'intermédiaire de son mécanisme d'assurance et de financement des risques (IRFF), a œuvré pour renforcer la résilience climatique des petits exploitants agricoles en Afrique et en Asie.

Le PNUD encourage des partenariats pour mettre au point des produits d'assurance agricole "qui aident les agriculteurs à s'adapter et à renforcer leur résilience aux inondations, aux sécheresses, aux tempêtes, aux ravageurs et aux épidémies, qui sont tous exacerbés par les changements climatiques", a-t-elle également mentionné.

Les travaux de cette conférence, qui s'étaleront sur trois jours, comportent, pour la première journée, plusieurs sessions et panels, centrés sur "la promotion de l'assurance agricole en Afrique", "la lutte contre les risques des changements climatiques sur la sécurité alimentaire" et "les systèmes de transfert de risques catastrophes public-privé en Afrique pour renforcer la résilience à l'échelle du continental", ainsi qu'une session sur la Déclaration de Nairobi (assurance durable).



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Défis de la sécurité alimentaire en Afrique: le secteur des assurances appelé à trouver des "solutions innovantes"

ALGER - Les défis de la sécurité alimentaire en Afrique, ayant trait essentiellement aux changements climatiques, à la pérennisation et l'efficience des politiques d'assurance et la modernisation des filières agricoles, exigent du secteur des industries d'assurance des "solutions innovantes", a affirmé, lundi à Alger, le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane.

Dans son allocution à l'ouverture des travaux de la 49e conférence et de l'Assemblée générale de l'Organisation des Assurances Africaines (OAA), qui se tiennent à Alger sous le thème "Contribution de l'assurance aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique", M. Benabderrahmane a souligné que ces défis qui "exigent des solutions innovantes du secteur des industries d'assurance, consistent essentiellement à faire face aux répercussions des changements climatiques sur la sécurité alimentaire en Afrique, la pérennisation de politiques publiques efficaces et réussies dans la préservation des équilibres extérieurs, outre la modernisation des filières agricoles pour préserver le revenu des agriculteurs tout en soutenant le pouvoir d'achat du citoyen, à travers l'activation des dispositifs de régulation".

L'objectif escompté est de "mettre les agriculteurs et les investisseurs à l'abri de toute appréhension ou réticence à l'investissement dans le secteur agricole, en raison de l'impact des changements climatiques y compris la sécheresse, les inondations et les feux de forêt, souvent à l'origine de l'exacerbation de la précarité financière des agriculteurs et travailleurs dans le secteur agricole", a ajouté le Premier ministre, relevant l'importance de "revoir la définition des risques assurés dans le domaine de l'agriculture, une démarche à même de réduire les risques non assurés et de développer une conception inclusive dans ce sens".

Cette conception devrait plancher sur "l'amélioration du cadre réglementaire et juridique ainsi que des méthodes de gestion du secteur des assurances, afin d'élargir la couverture

aux petits agriculteurs, aux micro-entreprises et aux investisseurs dans le domaine agricole, à la faveur de la mise en place de mécanismes simplifiés et des moyens de communication efficaces", a-t-il préconisé, mettant en exergue "le rôle de la numérisation et de l'innovation dans l'aplanissement de nombre de difficultés, notamment procédurales, et dans l'amélioration des prestations fournies".

M. Benabderrahmane a exprimé, par ailleurs, son souhait de voir cette conférence contribuer à "l'amélioration de la contribution du secteur des assurances dans notre continent en matière d'épargne institutionnelle en investissant les réserves et les engagements dans des titres ou des investissements à long terme ou encore dans des projets de développement".

Le Premier ministre a également évoqué la transition des compagnies d'assurance africaines vers le numérique, citant notamment le nécessaire recours aux bases de données qui peuvent être collectées au niveau africain, outre la proposition de solutions et de modèles d'assurance concernant les risques communs.

Selon M. Benabderrahmane, les statistiques mondiales ont montré que le montant total des primes d'assurance souscrites par l'industrie mondiale de l'assurance s'est élevé à 6861 mds USD en 2021, dont 44% concernent l'assurance des personnes et 56% pour l'assurance des dommages et des biens, avec une croissance d'environ 6% en 2022.

Se référant à ces chiffres, le Premier ministre a fait observer que l'industrie des assurances en Afrique "ne dépasse pas 1,08% de l'industrie mondiale des assurances. En effet, le secteur des assurances contribue à hauteur de 2,7% au produit intérieur brut, ce qui relève le potentiel du marché africain, un potentiel qu'il importe d'exploiter pour le développement de l'économie des pays africains".

M. Benabderrahmane a formé le vœu de voir les travaux de cette conférence parvenir à "la formulation de recommandations pratiques et des solutions applicables dans les pays africains, et à l'adoption d'approches efficaces dans le domaine de l'assurance afin de trouver des solutions techniques et d'explorer les opportunités de financement, et d'impliquer les assurés et les réassureurs dans le processus de développement économique".

Le Premier ministre s'est dit confiant que les résultats et les recommandations des travaux de cette conférence, ainsi que de l'Assemblée générale de l'OAA contribueront à développer la gouvernance des entreprises africaines d'assurance et de réassurance et à accroître leur compétitivité dans le cadre du renforcement du travail intra-africain à travers la mobilisation des capacités institutionnelles, l'expertise et les ressources financières en vue d'atteindre et de garantir la sécurité alimentaire en Afrique.



[Douanes: mouvement partiel des cadres supérieurs relevant des services extérieurs](#)



ALGER - Un mouvement partiel a été opéré dans le corps des cadres supérieurs relevant des services extérieurs des Douanes algériennes, a annoncé dimanche la Direction générale des Douanes (DGD) dans un communiqué.

"Le directeur général des Douanes, Noureddine Khaldi a opéré dimanche un mouvement partiel ayant inclus des changements et des nominations de cadres supérieurs relevant des services extérieurs des Douanes algériennes", a précisé le communiqué.

Suite à ce mouvement, il a été procédé à la nomination d'un sous-directeur au centre national de la formation douanière et de 23 chefs d'inspection divisionnaire des Douanes à Tamanrasset, Ilizi, In Amenas, Béchar, Djelfa, Constantine, Biskra, Batna, Tlemcen, Ghazaouet, Sidi Bel Abbes, Ouargla, Chlef, Tiaret, Oum El Bouaghi, Oran-extérieur,

Oran-Port, Arzew, El Tarf, Alger-systèmes spéciaux, Alger-Ain Taya, Aéroport international Houari Boumediene (voyageur) et Boumerdes.

Il s'agit également de la nomination de 14 sous-directeurs régionaux à Oran, Chlef, Sétif, Béchar, Ouargla, Annaba, Tlemcen, Illizi et Laghouat, et de 12 chefs de services régionaux de contrôle à posteriori dans les wilayas d'Alger-Extérieur, Sétif, Annaba, Ouargla, Tébessa, Laghouat, Oran, Blida, Tlemcen, Constantine, Tamanrasset et Chlef.

Ces nouvelles nominations s'inscrivent, selon la même source, dans le cadre du "mouvement périodique des cadres de la Douane algérienne visant à impulser une nouvelle dynamique et à améliorer la performance des services de douanes au niveau national".



[Adoption de la presse électronique accréditée comme mécanisme de publication des marchés publics](#)

ALGER- Il sera procédé, dans le cadre du projet de loi définissant les règles générales relatives aux marchés publics, à l'adoption de la presse électronique accréditée comme nouveau mécanisme de publication des marchés publics, indique un communiqué du Conseil des ministres.

Un exposé sur le projet de loi définissant les règles générales relatives aux marchés publics a été présenté lors de la réunion du Conseil des ministres présidée, dimanche, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, durant laquelle il a été décidé d'adopter la presse électronique accréditée, comme nouveau mécanisme de publication des marchés publics et ne pas se contenter de la presse écrite comme ce fut le cas par le passé", indique la même source.

Monsieur le président a réaffirmé, à ce propos, "l'importance de la formation dans ce domaine et l'impératif d'élaborer des études précises sur différents projets, suivant des normes scientifiques", lit-on dans le communiqué.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Lutte contre le changement climatique : l'Afrique en quête de financements pour un "avenir vert"

ALGER- L'Afrique, ce continent richissime en ressources naturelles et humaines, qui représente à peine 3% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais qui en paie les plus lourdes conséquences, est déterminée à mobiliser les financements nécessaires pour lutter contre les effets du changement climatique, en adoptant des solutions financières innovantes, en y impliquant plus la communauté internationale et le secteur privé, tout en œuvrant pour une meilleure attractivité vis-à-vis des investissements.

Pour y parvenir, une reconsidération de l'échelle et la manière de l'implication du secteur privé, qui ne contribue actuellement qu'à 14% des financements climatiques en Afrique, semble donc une option incontournable, avec pour mot clé: "dérisquer" l'investissement vert pour encourager ce secteur à s'impliquer davantage dans l'action climatique en Afrique, tout en accélérant la mise en œuvre des initiatives encourageant son épanouissement, à l'instar de l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).

Mais la réussite d'une telle démarche nécessite également plus de garanties étatiques au profit des investisseurs privés, en plus d'une refonte des outils et approches des banques multilatérales et des institutions financières de développement.

C'est le résumé de la feuille de route qui s'est dégagée des discussions des gouverneurs des banques centrales et ministres des finances africains, dont le premier argentier de l'Algérie, Laaziz Faid, réunis en tant que gouverneurs de la Banque Africaine de Développement (BAD) qui a tenu, du 22 au 26 mai à Charm el Cheikh en Egypte, ses 58ème Assemblées annuelles autour du thème: "Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte en Afrique".

En présence de quelque 4000 participants, venus des 81 pays actionnaires (54 africains et 27 hors du continent) de la plus importante institution financière régionale, le conseil

des gouverneurs de la BAD, dont la présidence a été cédée par l’Egypte au Kenya, ainsi que plusieurs chefs d’Etats et de gouvernements africains et d’experts, ont convenu que l’Afrique, qui, malgré tous les vents contraires, devrait réaliser une bonne croissance en 2023-2024 (4% et 4,3%), est dans l’obligation de trouver des solutions urgentes pour financer son action climatique, souffrant d’un déficit annuel moyen de 127 milliards de dollars.

Ainsi, les banques et institutions financières de développement "devraient se montrer moins averse au risque, en réduisant prudemment leurs ratios d’adéquation du capital, en établissant des mécanismes en matière de capital et de liquidités taillés sur mesure et en réévaluant les normes réglementaires existantes en matière de capitaux et autres normes prudentielles, pour passer progressivement d’un financement par projet au financement d’une transition durable à l’échelle du système", a, dans ce sens, recommandé le rapport des perspectives économiques en Afrique pour 2023, présenté lors des Assemblées.

Convaincu que "l’avenir de l’Afrique est vert", le président du groupe de la BAD, Akinwumi Adesina, a invité les pays développés à tenir leurs engagements en matière de soutien de l’action climatique en Afrique, des promesses jusque-là "non tenues".

Le président en exercice de l’Union Africaine (UA), Azali Assoumani, a plaidé, à son tour, pour l’augmentation des Droits de Tirage Spéciaux du FMI alloués aux pays du continent. Des ressources supplémentaires qui doivent être "canalisées rapidement vers les pays qui en ont le plus besoin, y compris par le biais des banques multilatérales de développement".

==L’engagement de l’Algérie fortement salué==

Cette édition des Assemblées annuelles de la BAD a été, par ailleurs, une autre occasion pour saluer l’engagement ferme de l’Algérie envers l’Afrique, un engagement affirmé et réaffirmé, à chaque occasion, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

"Je salue les efforts de l’Algérie pour soutenir les pays africains à revenus très bas. Je salue aussi l’engagement de l’Etat algérien pour sa contribution à la reconstitution du

Fonds africain de développement, avec 10 millions de dollars, soit une contribution très importante, qui fait de l'Algérie l'un des plus importants contributeurs africains dans ce fonds", a déclaré M. Adesina à l'APS.

"J'apprécie notre engagement et notre collaboration ensemble. L'Algérie est un pays très important pour la BAD", a-t-il soutenu, tout en exprimant "le soutien" de la BAD au projet du Gazoduc transsaharien (TSGP) reliant le Nigeria à l'Europe via l'Algérie.

Dans sa dernière entrevue avec les médias algériens, le président Tebboune avait mis l'accent sur la nécessité pour l'Algérie, qui a décidé d'injecter un (1) milliard de dollars dans le budget de l'Agence algérienne de Coopération internationale pour la Solidarité et le Développement pour financer des projets vitaux dans des pays africains, d'avoir une "présence effective" dans le continent et de «se concentrer sur les efforts de développement de l'Afrique".



«Les assurances doivent être un appui fort au développement social et économique en Afrique», selon Faïd



Le ministre des Finances, Laziz Faïd, a, quant à lui, révélé la préparation d'une nouvelle loi sur les assurances visant à améliorer l'organisation et les performances du marché des assurances.

Le ministre des Finances a indiqué, lors de l'ouverture de la 49^e conférence de l'OAA, que cette dernière «demeure parmi les plus importantes stations à travers lesquelles s'applique l'action africaine commune en raison des grands efforts qu'elle déploie pour améliorer la performance des marchés africains de l'assurance et augmenter le niveau technique et financier de cette activité, qui doit accompagner le développement économique et social des pays africains». Il a ajouté que «cette activité fait l'objet d'une grande attention à travers les réformes structurelles qui ont affecté ce secteur, en particulier le processus de libéralisation du marché des assurances en 1995».

Affirmant que «l'Algérie travaille également actuellement à la préparation d'une nouvelle loi sur les assurances visant à améliorer la réglementation et les performances du marché des assurances et de consacrer le principe d'une concurrence loyale entre les parties prenantes et ce, dans le but d'élever le niveau de cette activité et de lui permettre de jouer son rôle dans le domaine économique et sociale en Algérie».

A la fin de son discours, Faïd a souligné que «l'Organisation africaine des assurances concrétise l'action africaine pour améliorer la performance des marchés africains de l'assurance, et cette activité doit être un appui fort au développement social».

El Watan-dz
.com

[Assurances : Les assureurs appelés à se préparer pour le marché africain](#)

Après le début de déploiement des banques algériennes en Afrique via, notamment, le lancement de succursales en Mauritanie et au Sénégal, les compagnies d'assurances sont appelées à se préparer à cette ouverture sur le marché africain pour accompagner les investisseurs.

Interrogé, hier à ce sujet lors d'une conférence de presse animée à l'occasion de la 49^e conférence de l'Organisation des assurances africaines (OAA) qui s'ouvre officiellement aujourd'hui, le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance, Youcef Benmicia, dira : «Le sujet est là. Il y a aussi du potentiel à saisir. Les compagnies algériennes du secteur doivent se préparer à se placer sur le marché africain.»

Un marché où sont implantées de grandes sociétés internationales d'assurances, notamment celles des pays voisins. De son côté, Hassan Khelifati, vice-président de l'UAR et président de la Commission communication du Comité local d'organisation (CLO) de la 49^e conférence de l'OAA notera : «D'autres priorités sont à prendre en

charge dans le cadre d'une réforme globale du secteur avant d'aller à la conquête du marché africain.» Pour M. Khelifati, il y a lieu de «libérer les initiatives dans ce cadre».

Mais surtout, «il faut qu'on soit techniquement et financement solides», appellera-t-il. Autrement dit, les compagnies d'assurances algériennes ont encore besoin de temps et d'une phase de mutations avant d'opérer cette ouverture grandement souhaitée. Et ce, d'autant qu'il s'agit d'exigences de plus en plus importantes et de relever des défis de taille tant au niveau national qu'au niveau continental où les risques émergents sont à prendre en charge.

D'où la nécessité de lancer des solutions adéquates. Lesquelles feront justement l'objet de débats lors de cette 49e conférence de l'OAA. Une rencontre qui se penchera sur la proposition de solutions novatrices pour répondre aux défis du secteur agricole, mais aussi contribuer à façonner un avenir plus résilient et prospère pour l'assurance agricole en Afrique.

C'est ce qu'a développé le président de l'UAR, soulignant que la branche agricole représente moins de 4% du marché africain des assurances et est évaluée à 62 milliards de dollars. En effet, face à l'ampleur des catastrophes naturelles de plus en plus récurrentes, les propositions mettront l'accent sur l'impératif de mettre en place de nouveaux dispositifs d'assurance adaptés pour assurer la sécurité alimentaire des pays du continent. «Il y a lieu d'aller vers des solutions spécifiques avec l'intervention des Etats», a plaidé M. Benmicia proposant l'option de la micro-assurance aux petits agriculteurs défavorisés.

Pour le président de l'UAR, des potentiels de croissance de l'assurance dans le secteur agricole méritent d'être consolidés en Afrique pour protéger les revenus des agriculteurs. Mais aussi pour permettre à l'assurance de jouer son rôle dans la promotion de la sécurité alimentaire et la stimulation du développement économique durable, selon M. Khelifati.

«Relever le défi de la sécurité alimentaire exige une vision audacieuse et une collaboration étroite entre les assureurs, les organismes de réglementation et les parties prenantes concernées», dira t-il. Autant d'acteurs (1700 participants de 70 pays) qui se retrouveront, l'espace de deux jours, pour cette édition qui sera lancée par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane.



[Relance du projet du gazoduc Sidi Ayad \(Bejaia\)/Freha \(Tizi-Ouzou\)](#)

Le projet de réalisation d'un gazoduc de diamètre 16 pouces entre Sidi Ayad (Bejaia) et Freha (Tizi-Ouzou), à l'arrêt depuis 2020, a été relancé dimanche, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Ce projet, dont les travaux étaient bloqués suite à des oppositions de riverains au passage des conduites de gaz, permettra de transporter cette

énergie vers les trois communes de la wilaya de Tizi-Ouzou, non encore raccordées au réseau de gaz naturel, à savoir Zekri, Akerrou et Ait Chafaa et qui ne bénéficient pas encore de cette énergie, a-t-on souligné. Après la levée des oppositions, l'entreprise chargée de la réalisation a entamé les travaux ce dimanche, a-t-on ajouté, soulignant que tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour la relance du projet. "La relance des travaux intervient suite aux efforts du wali, Djilali Doumi, pour lever les oppositions en vue de la concrétisation du projet dans les meilleurs délais", a-t-on souligné louant, à l'occasion, "la contribution active" de l'Assemblée populaire communale d'Azazga dans cette démarche et saluant les citoyens pour leur compréhension. D'une longueur totale de 51,8 km, dont 36,5 km sur le territoire de la wilaya de Tizi-Ouzou et le reste (15,3 km) sur celui de Bejaia, le gazoduc permettra de réaliser le bouclage des réseaux de transport de gaz de ces deux wilayas, a rappelé la même source.

Dans la wilaya de Tizi Ouzou le gazoduc traversera les communes de Freha, Azazga, Aghribs, Yakouren, Akerrou, Ait Chafaa et Zekri. Il permettra d'alimenter en gaz naturel environ 8.000 habitants répartis sur les trois communes ciblées par le projet, a-t-on signalé. Cette opération dotée d'une enveloppe initiale de près de 2,572 milliards DA a été réévaluée en 2019 pour atteindre le montant de plus de 4,698 milliards de DA, rappelle-t-on. Avec la réalisation de ce gazoduc, la totalité des 67 communes de la wilaya de Tizi-Ouzou seront raccordées au réseau de gaz naturel, ce qui permettra d'améliorer de manière significative le taux d'alimentation de la wilaya en cette énergie, a-t-on appris auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz. En plus du confort qu'apportera cette énergie aux familles, cet atout contribuera au développement économique de la région, selon la même institution.



[A une semaine de la réunion de l'Opep+ : le prix du baril renoue avec la hausse](#)

L'Opep et ses alliés, emmenés par la Russie, se sont mis d'accord lundi sur une légère diminution de leur production globale afin d'assurer un soutien au prix du baril, qui souffre des craintes de ralentissement de l'économie mondiale. /Photo d'archives/REUTERS/Dado Ruvic

Les cours du brut semblent retrouver petit à petit leur bonne forme. Les cours de pétrole de Brent se sont situés en ce lundi, dans l'après-midi, vers 16 heures, à 77,13 dollars avec une progression de 1,18% après que les dirigeants américains aient conclu un

accord provisoire sur le plafond de la dette, évitant ainsi un défaut de paiement dans la plus grande économie du monde et le plus grand consommateur de pétrole.

En effet, le baril pointe en légère hausse en ce début de semaine. Mais les investisseurs accueillent timidement l'accord provisoire trouvé au cours du week-end aux Etats-Unis sur le plafond de la dette. Le baril de brut léger américain avance de 0,5% à 73 dollars sur le Nymex tandis que le baril de Brent (échéance juillet) gagne 0,4% à 77,3\$ à Londres.

«Nous pourrions assister à de nouvelles hausses lorsque les marchés financiers dans leur ensemble commenceront à se redresser après le long week-end du Memorial Day aux États-Unis», affirme à Reuters Vandana Hari, fondatrice du fournisseur d'analyse du marché pétrolier Vanda Insights.

Mais les traders sur le marché pétrolier ont désormais les yeux rivés sur la prochaine réunion de l'Opep+ prévue le 4 juin prochain.

Si de nouvelles coupes ne sont pas à exclure la semaine prochaine, Alexander Novak, le vice-Premier ministre russe, a lui indiqué que le cartel penche davantage pour un statu-quo.

«Je ne pense pas qu'il y aura de nouvelles décisions, après celle prise il y a à peine un mois, portant sur la réduction volontaire de la production de pétrole par certains pays en raison de la faiblesse de la reprise économique mondiale», a déclaré M. Novak.

Outre la réunion de l'Opep+, celle concernant la prochaine décision de politique monétaire de la Fed pourrait aussi rapidement peser sur les cours.

Mohamed Ait S

Commerce extérieur : note de l'Abef relative à la domiciliation bancaire



l'Association des banques et des établissements financiers (Abef) a émis une nouvelle note relative à la domiciliation bancaire des opérations du commerce extérieur.

La note de l'Abef concerne plus précisément la durée de validité du document délivré par les services du ministère du Commerce pour la domiciliation bancaire des opérations d'importation de marchandises destinées à la revente en l'état.

Le note précise qu' »à compter du 22 mai 2023, la durée de validité du document préalable délivré par les services du ministère du Commerce, pour accomplir les procédures de domiciliation bancaire, est fixée à trente (30) jours, à compter de la date de sa signature, et dans le cas de l'expiration de ce délai, le document est considéré nul et sans effet. »

Selon l'Abef, l'article 3 du document a été modifié comme suit : « Ce document est valable pour une durée d'un mois à compter de la date de sa signature. Dans le cas où il n'est pas présenté pour la domiciliation bancaire avant l'expiration de ce délai, il est considéré comme nul et sans effets. »

« Par ailleurs, cette nouvelle mesure ne s'applique sur les documents préalables, signés avant la date du 22 mai 2023 », indique l'Abef, qui appelle les banques et établissements financiers « à prendre en mesure cette nouvelle mesure ».



Rasmali/CNEP : La finance islamique a drainé plus de 90 milliards DA

La CNEP-Banque a continué à développer l'activité bancaire islamique, puisque la valeur des fonds déposés au sein du service «RASMALI » s'est élevée à plus de 90 milliards de DA en 2022, contre plus de 70 milliards de DZD en 2021 (+21%), rapporte ce lundi l'agence officielle.

Quant aux fonds déposés dans le cadre du reste des produits bancaires islamiques, ils sont passés de 1,6 milliard de DA en 2021 à plus de 1,3 milliard de DA en 2022. Cela est dû à l'augmentation du portefeuille de comptes clients islamiques de 3 582 comptes en 2021 à 7 210 comptes en 2022 (+ 50 %), avec une augmentation du pourcentage de transferts de dépôts islamiques de 22 % à 60 %.

Les données de la banque indiquent que le nombre de dossiers de finance islamique acceptés a atteint 342 dossiers l'an dernier, d'une valeur de 1,8 milliard de DA, contre 68 dossiers en 2021, d'une valeur de 360 millions de DA. La banque compte 81 réseaux bancaires islamiques répartis dans 44 wilayas, contre 48 réseaux en 2021.

120 milliards de DA de paiements électroniques

La banque est sur la voie de la numérisation dans le but de parvenir à l'inclusion financière, car la valeur des transactions effectuées via les terminaux de paiement électronique l'année dernière s'élevait à environ 120 milliards de DA, contre environ 72 milliards de DZD en 2021 (+39%).

Cette augmentation est due au transfert des appareils de paiement électronique de la banque de 874 en 2021 à 1991 en 2022, alors que le nombre de transactions réalisées via ces bornes a atteint 24 912, contre 8 559 en 2021.

La banque a également distribué plus de 122 000 cartes bancaires l'an dernier, portant le nombre total à 1,5 million de cartes, tandis que 7 nouveaux distributeurs et guichets automatiques sont entrés en service, portant leur nombre à 181.

Quant au nombre de retraits de ces distributeurs et guichets, il est passé d'environ 1,8 million d'opérations, d'une valeur d'environ 26 milliards de DA en 2021, à environ 2,2 millions d'opérations, d'une valeur d'environ 30 milliards de DA en 2022.

En 2022, la banque a ouvert quatre nouveaux espaces numériques automatisés, portant leur nombre total à 20 à la fin de l'année, et a ouvert trois autres espaces au cours du premier trimestre 2023.



[CNEP: 991 milliards DA de crédits accordés en 2022](#)



La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) a accordé pour 991 milliards DA de crédits en 2022, en hausse de 8,3 % par rapport à 2021, destinés essentiellement au financement des projets et des crédits immobiliers aux particuliers, a appris l'APS auprès de cette banque publique. Selon les données de la banque, les crédits immobiliers aux particuliers viennent en tête avec 611 milliards DA, soit une hausse de 8,7 % par rapport à 2021 (557 milliards DA).

D'autre part, les crédits syndiqués (crédits en partenariat avec d'autres banques) sont passés de près de 188 milliards DA en 2021 à plus de 219 milliards DA en 2022 (+14 %).

Les crédits accordés aux promoteurs immobiliers ont atteint 123 milliards DA, contre 2,2 milliards DA pour les crédits de location, 850 millions DA pour les crédits automobiles, 326 millions DA pour les crédits location-habitation et 28 millions DA pour les prêts personnels. Selon les mêmes données, les crédits d'exploitation se sont élevés à plus de 685 millions DA, contre près de 788 millions DA d'autres crédits réunis et près de 1,2 milliard DA en 2021. La durée de traitement des dossiers de crédits est fixée entre deux à 30 jours, affirme la «Cnep-banque», soulignant qu'«un projet de numérisation du traitement des demandes de crédits est en cours pour améliorer le service». La banque, dont le capital social est estimé à 46 milliards DA, a réussi à augmenter le produit net bancaire (PNB) de près de 40 milliards DA en 2021 à près de 42 milliards DA en 2022 (+4,49 %). Quant au résultat net, il est passé de près de 5,4 milliards DA en 2021, à plus de 10 milliards DA en 2022 (+48 %). Un total de 96 914 nouveaux comptes ont été ouverts l'année dernière auprès de la banque, portant ainsi le nombre global à près de 9,2 millions de comptes. Vingt-deux

nouvelles agences bancaires sont venues renforcer le réseau de cette banque publique qui compte désormais 222 agences.

Des opérations de e-paiement d'une valeur de 120 milliards DA

Parallèlement, la «CNEP-banque» poursuit son processus de numérisation en vue de réaliser l'inclusion financière, où le montant des opérations réalisées via les TPE l'an dernier s'est élevé à près de 120 milliards DA, contre près de 72 Mds DA en 2021 (+39 %).

Cette hausse s'explique notamment par l'augmentation du nombre des TPE de la banque, passant de 874 TPE en 2021 à 1991 TPE en 2022, tandis que le nombre des opérations réalisées via ces terminaux est de 24 912 opérations, contre 8 559 en 2021.

En 2022, la banque a distribué plus de 122 000 cartes interbancaires (CIB), portant ainsi le nombre global à 1,5 million de CIB. De surcroît, 7 nouveaux distributeurs et guichets automatiques sont entrés en service, portant leur nombre à 181 appareils. Concernant le nombre des opérations de retrait effectuées via ces distributeurs et guichets, il est passé de près de 1,8 million d'opérations d'une valeur de près de 26 Mds DA en 2021 à près de 2,2 millions d'opérations d'une valeur d'environ 30 Mds DA en 2022. Dans le même contexte, la banque a ouvert 4 nouveaux espaces numériques en 2022, portant leur nombre total à 20 espaces à la fin de l'année. De plus, trois autres espaces ont été ouverts au cours du premier trimestre de 2023.

La finance islamique mobilise plus de 90 Mds DA

Parmi les réalisations ayant également marqué l'année 2022 pour la «CNEP-banque», figure le développement de l'activité de la finance islamique, où la valeur des fonds déposés dans le cadre du service «Rasmali» a dépassé les 90 Mds DA, contre plus de 70 Mds Da en 2021

(+21 %). Les fonds déposés dans le cadre des autres produits de la finance islamique sont passés de 1,6 Mds DA en 2021 à plus de 3,1 Mds DA en 2022. Cela est dû à l'augmentation du portefeuille des comptes des clients de la finance islamique, passant de 3 582 comptes en 2021 à 7 210 comptes en 2022 (+50 %), avec une augmentation du taux de transfert des dépôts islamiques de 22 % à 60 %. Le nombre de dossiers de financement islamique acceptés l'an dernier s'élève à 342 dossiers d'une valeur de 1,8 Mds DA, contre 68 dossiers en 2021, d'une valeur de 360 millions DA. La banque compte 81 guichets de la finance islamique répartis dans 44 wilayas, contre 48 guichets en 2021.

S. K.

[Impôts](#)

[Réception de souscripteurs tous les jours de la semaine](#)

[La Direction générale des impôts a annoncé qu'elle recevrait les contribuables concernés par la souscription des déclarations annuelles de résultats et de recettes](#)

« Séries C1, C4, et C11, tous les jours de la semaine. Selon un communiqué de la Direction générale des impôts, cette décision est intervenue à l'approche de l'échéance du « 31 mai 2023 » pour la fin du délai imparti pour souscrire à ces déclarations. Des instructions ont été données à toutes les autorités fiscales concernées pour assurer l'accueil des contribuables tous les jours de la semaine, afin de leur permettre d'effectuer les démarches déclaratives et de les accompagner. Il convient également de noter que les contribuables affiliés aux centres des impôts et aux centres des impôts de quartier exploités sous le système d'information « Jabaytak » peuvent exécuter leurs obligations déclaratives à distance dans les délais impartis. La Direction Générale des Impôts dément toutes les fausses nouvelles qui ont circulé concernant l'allongement des délais de souscription des déclarations annuelles.

ضرورة جعل قطاع التأمينات دعما قويا للتنمية الاقتصادية والاجتماعية في البلدان الأفريقية



الجزائر - اعتبر وزير المالية, لعزیز فايد, اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة, أن المنظمة الإفريقية للتأمينات, التي ستتسلم الجزائر رئاستها, تبقى من بين أهم المحطات التي من خلالها يتجسد العمل الإفريقي المشترك, مشددا على ضرورة جعل قطاع التأمينات دعما قويا للتنمية الاقتصادية والاجتماعية في البلدان الأفريقية.

وأوضح السيد فايد, خلال افتتاح اشغال الندوة الـ49 والجمعية العامة للمنظمة الإفريقية للتأمينات, التي تجرى بالجزائر العاصمة, تحت شعار "مساهمة التأمين في تحديات الامن الغذائي في القارة الإفريقية", أن "المنظمة الإفريقية للتأمينات تبقى من بين أهم المحطات التي من خلالها يتجسد العمل الإفريقي المشترك وذلك نظرا للجهود الكبيرة التي تقدمها من أجل تحسين أداء أسواق التأمين الإفريقية ورفع المستوى الفني والمالي لهذا النشاط الذي يجب أن يكون دعما قويا للتنمية الاقتصادية والاجتماعية في البلدان الأفريقية كما هو الحال في عدة بلدان أخرى, لا سيما في البلدان المتقدمة".

من جانب آخر, أكد الوزير أن اختيار موضوع الندوة يعكس "الوعي الكبير لدور ومساهمة قطاع التأمينات في مواجهة التحديات الآنية والمستقبلية لإفريقيا, لا سيما في المجال الغذائي".

كما أعرب عن يقينه ان أشغال المؤتمر ستتوج بتوصيات "كفيلة بتعزيز دور صناعة التأمين لتوفير التغطيات التأمينية المناسبة لاحتياجات الاقتصاد الإفريقي".

من جهة أخرى, اكد الوزير أن السلطات العمومية بالجزائر تعكف على تحضير قانون جديد للتأمينات يهدف الى جعل القطاع يساهم بشكل افضل في التنمية الاقتصادية, موازاة مع تحسين تنظيم السوق التأمينية الوطنية, مشيرا الى أن الغاية من هذا الاجراء هي "تحسين تنظيم وأداء سوق التأمين وتكريس مبدأ المنافسة الشريفة بين المتدخلين و ذلك سعيا الى رفع مستوى هذا النشاط و جعله يلعب الدور المنوط به في المجالين الاقتصادي و الاجتماعي".

وأوضح الوزير أن التدابير الجديدة التي سيتضمنها النص من شأنها أيضا "تحسين التغطية التأمينية الشاملة والواسعة للمؤشرات الوطنية ومساهمة أكبر في تمويل الاقتصاد الوطني و تقديم خدمات ذات نوعية جيدة للمؤمن لهم".

وذكر السيد فايد، بالمناسبة، بالإصلاحات التي عرفها قطاع المالية في الجزائر وبشكل أخص التأمين و إعادة التأمين الذي "يحظى بعناية كبيرة"، حيث عرفت الجزائر سنة 1995 تحرير هذا النشاط ما سمح بفتح سوق التأمينات للاستثمار الخاص و الأجنبي.

وذكر الوزير، في هذا الصدد، ان الجزائر تحصي اليوم 25 مؤسسة تأمينية وإعادة تأمين، عمومية وخاصة، منها 11 شركة تابعة للقطاع الخاص و أخرى قائمة على شركات مع مؤسسات أجنبية.

جدير بالذكر أن مراسم افتتاح الندوة الـ49 للمنظمة الإفريقية للتأمينات جرت تحت إشراف الوزير الأول، السيد أيمن بن عبد الرحمان، بحضور وزير المالية وزير الفلاحة و التنمية الريفية، محمد عبد الحفيظ هني، ورئيس المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي و البيئي، سيدي محمد بوشناق خلادي، وعدد من مدراء شركات التأمين و إعادة التأمين وكذا ممثلين عن هيئات الامم المتحدة والاتحاد الإفريقي المعتمدة بالجزائر.

ويشارك في هذا الندوة، المنظمة من قبل اتحاد شركات التأمين وإعادة التأمين الجزائري تحت اشراف المنظمة الإفريقية للتأمينات، على مدى ثلاثة أيام، زهاء 1.780 ممثلا لمختلف فروع قطاع التأمين وإعادة التأمين منهم 1.100 مشارك من 70 بلدا.

ويضم برنامج الندوة جلسات نقاش تركز بالأساس حول ترقية التأمين الفلاحي في افريقيا وكذا تطوير الحلول التأمينية لتحسين الإنتاج الفلاحي وأنظمة نقل مخاطر الكوارث بين القطاعين العمومي والخاص.

وتعتبر المنظمة التي تأسست في 1972 بجزيرة موريس منظمة غير حكومية يقع مقر أمانتها العامة بمدينة دوالا (الكاميرون)، حيث تضم حاليا 371 عضوا، منهم 363 يمثلون 47 بلدا افريقيا و14 عضوا دوليا من 8 دول.

و ستسلم الجزائر الرئاسة السنوية للمنظمة خلال اشغال الجمعية العامة للمنظمة المرتقب اجراءها بعد غد الأربعاء.



وزير المالية: نسعى لتحسين قانون التأمينات في الجزائر

أشرف اليوم الإثنين وزير المالية لعزیز فايد ، على افتتاح أشغال المؤتمر الـ49 للمنظمة الإفريقية للتأمينات، مع تأكيده على سماعي لتحسين قانون التأمينات في الجزائر بما يرفع من مستوى هذا النشاط.

وقال وزير المالية في كلمة الإفتتاح، أن المنظمة الإفريقية للتأمين تبقى من بين أهم المحطات التي من خلالها يتجسد العمل الإفريقي المشترك، نظرا للجهود الكبيرة التي تقدمها هذه المنظمة من أجل تحسين أداء أسواق التأمين الإفريقية، وكذا رفع المستوى الفني والمالي لهذا النشاط، الذي يجب أن يكون دعما للتنمية الاقتصادية والاجتماعية في البلدان الإفريقية.

وأشار الوزير، أن هذا النشاط يحظى بعناية كبيرة وذلك من خلال الاصلاحات الهيكلية التي مست هذا القطاع، لا سيما عملية تحرير سوق التأمين سنة 1995.

واوضح الوزير ، أنه الى حد الآن هناك 25 شركة تأمين عمومية في الجزائر و 11 شركة خاصة ، مع السعي لتحسين قانون التأمينات في الجزائر لرفع مستوى هذا النشاط ليلعب دوره الرئيسي والمساهمة في التمويل الاقتصادي

كما اعتبر وزير المالية، أن موضوع هذا المؤتمر يعكس الوعي الكبير لدور ومساهمة قطاع التأمين في المجال الغذائي، على أن يتوج بتوصيات لتعزيز دور قطاع التأمين ونؤكد أنه سيتم النظر جديا في مختلف التوصيات.

وزير المالية: 25 شركة تأمين معتمدة في السوق الجزائرية

كشف وزير المالية لعزیز فايد، الإثنين، أن 25 شركة تأمين معتمدة في السوق الجزائرية من بينها 11 شركة خاصة.

وقال وزير المالية خلال كلمته بالمؤتمر والجمعية العامة الـ 49 لمنظمة التأمينات الإفريقية: ” 25 شركة تأمين تنشط على مستوى السوق الجزائرية من بينها 11 شركة خاصة.“

وتابع فايد: ”إن هذا النشاط في الجزائر يحظى بعناية كبيرة من خلال الإصلاحات الهيكلية على غرار تحرير سوق التأمين سنة 1995 عبر إصدار الأمر رقم 07/95 المتعلق بالتأمينات.“

وأشرف على افتتاح المؤتمر والجمعية العامة التاسعة والأربعون لمنظمة التأمينات الإفريقية الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان، الذي أكد أن حجم سوق التأمينات في الجزائر ارتفع ثلاث مرات في الـ 15 سنة الأخيرة ليلبغ أزيد من 1.1 مليار دولار في 2022.

وزارة التجارة تعمد إجراءات جديدة

30 يوما أمام المستوردين لإتمام إجراءات التوطين البنكي

أقرت وزارة التجارة وترقية الصادرات إجراءات جديدة تتعلق بأجال الوثيقة الأولية للتوطين البنكي الخاص بعمليات الاستيراد، التي ستكون من الآن فصاعدا محددة بشهر واحد فقط.

في هذا السياق، ورد في وثيقة مؤرخة في 28 ماي 2023 برقم 490/م.ع/2023، اطلعت ”الشروق“ على نسخة منه، أن الجمعية تلقت مرسلة صادرة عن الأمين العام لوزارة التجارة وترقية الصادرات، بتاريخ 25 ماي الماضي، وتم استلامها بتاريخ 28 ماي.

وأضافت الوثيقة أنه تبعا لذلك نعلمكم (المديرون العامون للبنوك والمؤسسات المصرفية)، أنه اعتبارا من تاريخ 22 ماي 2023، فإن آجال صلاحية الوثيقة الأولية الصادر عن مصالح وزارة التجارة اللازم لاستكمال إجراءات التوطين البنكي، قد حددت في 30 يوما اعتبارا من تاريخ توقيعه.

وشددت المرسلة على أنه في انقضاء هذه الفترة أي 30 يوما، فإن وثيقة التوطين البنكي تعتبر لاغية وباطلة.

وأشارت جمعية البنوك والمؤسسات المصرفية إلى أن الإجراء الجديد لا ينطبق على الوثائق التي جرى توقيعها قبل 22 ماي 2023، وطلبت من الجهات التي وجهت إليها البرقية، بإرشاد المصالح المعنية لديها من أجل اتخاذ الإجراءات الجديدة بعين الاعتبار.

وكما هو معلوم، فإن التوطين البنكي كانت من شروطه سابقا ضرورة إثبات أن المستورد يتوفر في رصيده البنكي على 120 بالمائة من قيمة السلعة المراد جلبها من الخارج، في حين كانت فترة إجراءاته مفتوحة بعد حصول المعني على المستند الأولي.

ووفق هذه الإجراءات الجديدة، فإن المستورد وجب عليه إجراء عملية التوطين البنكي في ظرف شهر واحد (30 يوما)، وإن لم يحدث ذلك، فإن المستند الأولي يعتبر لاغيا ووجب عليه أن يباشر إجراءات الحصول على الوثيقة مرة أخرى.



اعتبرت القرار مساعدا على الشفافية ومشجعا للتحول الرقمي

نقابات تحثي باستفادة الصحافة الالكترونية من إشهار الصفقات العمومية

باركت نقابة ناشري الإعلام قرار مجلس الوزراء الأخير بجعل الصحافة الالكترونية كآلية من آليات الإشهار في قانون الصفقات العمومية المرتقب تعديله، وهو ما يفتح المجال أمام المواقع الالكترونية للاستفادة من الإشهار العمومي.

وقالت النقابة، في بيان لها، إنّ القرار سيساهم في التحول الرقمي للكثير من الصحف الورقية، مما يخفف من عبء الأزمة المالية التي تعاني منها المطابع وارتفاع اسعار الورق في السوق الدولية.

كما من شأن الخطوة، يضيف المصدر، أن تؤدي مستقبلا إلى إضفاء المزيد من الشفافية على الصفقات العمومية، داعيا السلطات العمومية إلى تسهيل عملية التحول الرقمي، ضمن شروط تسمح ببروز صحافة الكترونية قوية ومحترفة وفعالة.

ومن جهته، أشاد الاتحاد الوطني للصحفيين والإعلاميين الجزائريين، في بيان له، بقرار رئيس الجمهورية، خلال اجتماع مجلس الوزراء المنعقد الأحد، بشأن إدراج الصحافة الإلكترونية المعتمدة كآلية جديدة لإشهار الصفقات العمومية، معتبرا أن هذا الإجراء من شأنه "تعزيز معايير الشفافية ومحاربة الفساد والرشوة والتلاعبات في توزيع هذه الصفقات، الشيء الذي يضمن الحوكمة في تسيير المال العام."

وأضاف أن هذا القرار يشكل "متنفسا ماليا للصحافة الإلكترونية" و"يمنحها" حيزا أوسع للتكفل الأفضل باحتياجاتها اللوجستية والمادية مع تحسين ظروف منتسبيها"، مؤكدا أن ذلك من شأنه أن ينعكس "إيجابا على جودة مضامينها الإعلامية" وعلى مساهمتها "في تقديم الصورة الحقيقية عن الجزائر ومواجهة التكاليف الإعلامي الذي تتعرض له."

كما اعتبر الاتحاد أن هذا القرار "يعكس الإرادة السياسية القوية لرئيس الجمهورية في التكفل بانشغالات مهنيي قطاع الإعلام وخاصة العاملين في مجال الصحافة الإلكترونية".

المفتشية العامة تواصل تحقيقاتها وتكشف عن خروقات جديدة

تأمين فروع مجمع "إيمتال" بمبالغ ضخمة وصفقات مشبوهة

تستمر فضائح الفساد التي طالت المجمع العمومي للصناعات المعدنية والحديدية والصلبية "إيمتال"، في الخروج إلى العلن، لتشمل هذه المرة تجاوزات وخروقات على علاقة بـ "تأمين" فروع المجمع. وفي التفاصيل التي بحوزة "الشرق"، فإن قاضي التحقيق للغرفة الثامنة لدى القطب الجزائري الاقتصادي والمالي استدعى مدير التدقيق لدى "مجمع سيدار" كشاهد في ملف الحال، يوم الخميس 25 ماي الجاري، أين قدم ملفات التدقيق المتعلقة بصفقات "التأمين" على مستوى مجع "الحجار" و"سيدار"، والتي أظهرت أن الرئيس المدير العام لـ "إيمتال" المدعو "طارق ب" والمتواجد رهن الحبس المؤقت، قام بتجاوزات "خطيرة" تحت غطاء استغلال النفوذ والوظيفة في ملف تأمين المجمع وفروعه. وتتعلق هذه الخروقات حسب مصادرنا، بقيام الرئيس المدير العام بمنح أحد المقربين منه (س.ع) وهو سمسار في قطاع التأمينات يقطن بالجزائر العاصمة، صفقات التأمين لعدة فروع تابعة للمجمع مثل مجع "الحجار" و"سيدار" وكذا المؤسسة الوطنية للاسترجاع، بغلاف مالي كبير تجاوز 70 مليار سنتيم، وهو ما صنف تجاوزا وخرقا لقانون الصفقات المعمول به، على اعتبار أن هذا "السمسار" يحتكر صفقات التأمين بعدة فروع، تشمل جميع ممتلكات الشركة على غرار "الفرن العالي"، "الدرفلة" على الساخن والبارد، حظيرة السيارات، المخازن وجميع التجهيزات وكذا محطة "الأوكسجين" وكل ما يستلزم "التأمين" عليه. وبالإضافة إلى ملف "التأمينات"، فإن مدير التدقيق لدى "مجمع سيدار"، قدم أيضا لقاضي التحقيق للغرفة الثامنة للقطب الجزائري الاقتصادي والمالي، ملف الفساد المتعلق بتمويل مركب الحجار بـ "الفحم الحجري"، وهي الصفقة التي كانت مخالفة لكل التنظيمات والشروط المعمول بها في منح الصفقات العمومية، حيث تم منحها دون الاحتكام لدفتر الشروط، وسنعود إلى تفاصيل الملف الذي يعتبر "فضيحة" بكل المقاييس لاحقا. ويقوم محققو المفتشية العامة للمالية، حاليا، وبطلب من نيابة الجمهورية لدى محكمة القطب الجزائري الاقتصادي والمالي، بالتحقيق في فروع مجمع إيمتال، حيث تشير التحقيقات الأولية إلى تسجيل خروقات وتجاوزات "خطيرة" قام بها الرئيس المدير العام للمجمع وعدة مسؤولين سيتم الكشف عنها في حينها. وفي 13 مارس الماضي، أمر قاضي التحقيق لدى القطب الجزائري الاقتصادي والمالي بسيدى أحمد، بإيداع الرئيس المدير العام العمومي للصناعات المعدنية والحديدية والصلبية "إيمتال" و4 متهمين آخرين الحبس المؤقت، فيما قرر وضع 17 متهما تحت الرقابة القضائية، وهو القرار الذي أيدته غرفة الاتهام لدى مجلس قضاء الجزائر يوم 28 مارس المنصرم.

وقد وجهت للمتهمين في ملف الحال، تهم ثقيلة تتعلق بجنح تبديد أموال عمومية، إساءة استغلال الوظيفة وإبرام

صفقات وعقود، على نحو يخرق القوانين والتنظيمات بغرض منح منافع غير مستحقة للغير، تبييض الأموال والإثراء غير المشروع على مستوى الفرعين الحيويين للمجمع المتمثلين في مركب الحديد والصلب“ **سيدار الحجار**” والشركة الوطنية للاسترجاع، مما تسبب في التأثير وتدني القدرة الإنتاجية للمركب والمساس بمنشآته الحساسة والتوقفات المتكررة لدورة الإنتاج، وهو ما ألحق أضرارا مالية بالمجمع والخزينة العمومية.



قال إنه سيحسن الأداء ويوفر أرضية المنافسة الشريفة

خدمات نوعية ضمن قانون التأمينات الجديد

أكد وزير المالية العزيز فايد، بأن مشروع القانون الجديد للتأمينات يهدف إلى تحسين أداء سوق التأمين وتكريس مبدأ المنافسة الشريفة بين المتعاملين وذلك لرفع مستوى هذا النشاط وتمكينه من أدواره في ضمان التغطية التأمينية الشاملة للنشاطات الوطنية والمساهمة في تمويل الاقتصاد وتقديم خدمات نوعية للمؤمن لهم.

وأضاف فايد خلال افتتاح الجمعية 49 لمنظمة التأمين الإفريقية أمس بفندق الأوراسي، بأن الجزائر تولي أهمية كبيرة لقطاع التأمينات لما له من دور مهم في الاقتصاد الوطني وحماية المواطن. مذكرا بالإصلاحات التي عرفها القطاع والتي سمحت بتحريره بمنح التراخيص للخواص ليصل عدد شركات التأمين إلى 25 شركة. ودعا الوزير إلى توسيع مجالات التعاون الاقتصادي الإفريقي التي تبقى المنظمة الإفريقية للتأمينات أحد أبرز فاعليها، وواحدة من بين أهم المحطات التي من خلالها يتجلى هذا التعاون – كما قال - وذلك من خلال جهود المنظمة لتحسين أداء أسواق التأمين الإفريقية ورفع المستوى الفني والمالي لهذا النشاط الذي يجب أن يكون دعما قويا للتنمية الاجتماعية والاقتصادية.

وأشار فايد إلى أن موضوع الجمعية والمتمثل في "مساهمة قطاع التأمينات في مواجهة تحديات الأمن الغذائي بإفريقيا" يعكس الوعي الكبير بمساهمة القطاع في الإصلاحات الاقتصادية والمجال الغذائي تحديدا، مشيرا إلى توصيات ستخرج بها الندوة لتعزيز دور التأمين في تغطية حاجيات الاقتصاد الإفريقي.

من جهته دعا رئيس المنظمة الإفريقية للتأمينات الحكومات الإفريقية إلى المساهمة في اقتصادها الناشئ بإعداد دراسات لضمان الأمن الغذائي من خلال مواجهة التحديات والمتمثلة في التغيرات المناخية، الجفاف، والنزاعات المسلحة التي تزيد من حدة المجاعة بإفريقيا، بالإضافة إلى الصدمات العنيفة التي تهدد الغذاء الإفريقي، كارتفاع أسعار المواد الغذائية بالأسواق العالمية.

وقال المتحدث بأن إفريقيا مطالبة باستغلال إمكانياتها النائمة للحفاظ على أمنها الغذائي، في الوقت الذي تسيطر فيه على نسبة 64% من الأراضي الصالحة للزراعة في العالم، مشيرا إلى أن استغلال هذه الإمكانيات سيمنح إفريقيا من مضاعفة إنتاجها من الحبوب بمرتين إلى ثلاث مرات مقارنة بما تنتجه حاليا، لتوجيهه للاستهلاك الداخلي وللتصدير.

كما أشار إلى أن 65% من اليد العاملة الإفريقية تشتغل في الفلاحة، غير أن التأمين على القطاع الفلاحي لا يزال ضعيفا، بحيث تشير الإحصائيات إلى المستثمرات الفلاحية المؤمنة بالقارة لا تتجاوز نسبتها 1%، مثننا جهود الجزائر في مجال التأمين وإعادة التأمين، من خلال إنفاق ما قيمته 64 مليار دولار، حسب تقرير البنك الإفريقي للتنمية.

فايد: لا بد أن تكون التأمينات دعما قويا للتنمية الاقتصادية والاجتماعية في افريقيا



إعتبر وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة، أن المنظمة الإفريقية للتأمينات، التي ستسلم الجزائر رئاستها، تبقى من بين أهم المحطات التي من خلالها يتجسد العمل الإفريقي المشترك، مشددا على ضرورة جعل قطاع التأمينات دعما قويا للتنمية الاقتصادية والاجتماعية في البلدان الأفريقية.

أوضح فايد، خلال افتتاح **أشغال الندوة الـ 49 والجمعية العامة للمنظمة الإفريقية للتأمينات**، التي تجرى، بالجزائر

العاصمة، تحت شعار "مساهمة التأمين في تحديات الامن الغذائي في القارة الإفريقية"، أن "المنظمة الإفريقية

للتأمينات تبقى من بين أهم المحطات التي من خلالها يتجسد العمل الإفريقي المشترك وذلك نظرا للجهود الكبيرة

التي تقدمها من أجل تحسين أداء أسواق التأمين الإفريقية ورفع المستوى الفني والمالي لهذا النشاط الذي يجب أن

يكون دعما قويا للتنمية الاقتصادية والاجتماعية في البلدان الأفريقية كما هو الحال في عدة بلدان أخرى، لا سيما في

البلدان المتقدمة."

من جانب آخر، أكد الوزير أن اختيار موضوع الندوة يعكس "الوعي الكبير لدور ومساهمة قطاع التأمينات في

مواجهة التحديات الآنية والمستقبلية لإفريقيا، لا سيما في المجال الغذائي."

وأعرب الوزير عن يقينه ان أشغال المؤتمر ستتوج بتوصيات “كفيلة بتعزيز دور صناعة التأمين لتوفير التغطيات التأمينية المناسبة لاحتياجات الاقتصاد الافريقي.”

من جهة أخرى، اكد الوزير أن السلطات العمومية بالجزائر تعكف على تحضير قانون جديد للتأمينات يهدف الى جعل القطاع يساهم بشكل افضل في التنمية الاقتصادية، موازاة مع تحسين تنظيم السوق التأمينية الوطنية، مشيرا الى أن الغاية من هذا الاجراء هي “تحسين تنظيم وأداء سوق التأمين وتكريس مبدأ المنافسة الشريفة بين المتدخلين و ذلك سعيا الى رفع مستوى هذا النشاط و جعله يلعب الدور المنوط به في المجالين الاقتصادي و الاجتماعي.”

وأوضح الوزير أن التدابير الجديدة التي سيتضمنها النص من شأنها أيضا “تحسين التغطية التأمينية الشاملة والواسعة للمؤشرات الوطنية ومساهمة اكبر في تمويل الاقتصاد الوطني و تقديم خدمات ذات نوعية جيدة للمؤمن لهم.”

وذكر فايد، بالمناسبة، بالإصلاحات التي عرفها قطاع المالية في الجزائر وبشكل أخص التأمين و إعادة التأمين الذي “يحظى بعناية كبيرة”، حيث عرفت الجزائر سنة 1995 تحرير هذا النشاط ما سمح بفتح سوق التأمينات للاستثمار الخاص والأجنبي.

وذكر الوزير، في هذا الصدد، ان الجزائر تحصي اليوم 25 مؤسسة تأمينية وإعادة تأمين، عمومية وخاصة، منها 11 شركة تابعة للقطاع الخاص و أخرى قائمة على شراكات مع مؤسسات أجنبية.

جدير بالذكر أن مراسم افتتاح الندوة الـ 49 للمنظمة الافريقية للتأمينات جرت تحت إشراف الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمان، بحضور وزير المالية وزير الفلاحة والتنمية الريفية، محمد عبد الحفيظ هني، ورئيس المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي و البيئي، سيدي محمد بوشناق خلادي، وعدد من مدراء شركات التأمين واعادة التأمين وكذا ممثلين عن هيئات الامم المتحدة والاتحاد الافريقي المعتمدة بالجزائر.

وستتسلم الجزائر الرئاسة السنوية للمنظمة خلال اشغال الجمعية العامة للمنظمة المرتقب اجراءها بعد غد الأربعاء.

LE GOUVERNEMENT PRÉPARE UNE NOUVELLE RÉGLEMENTATION

Assurances : ce qui va changer

LES PARTS de marchés des assurances africaines restent au menu des ambitions affichées des assureurs algériens.

■ MOHAMED OUANEZAR

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé, hier, au sommet de l'OAA à Alger, que l'Algérie œuvre présentement à l'élaboration d'une nouvelle loi qui vise à améliorer l'organisation et les performances du marché des assurances, et de consacrer le principe de la concurrence loyale entre les différents opérateurs. Le ministre des Finances a confié que le secteur des assurances bénéficie d'un intérêt certain de l'État, à travers les réformes structurelles engagées par les pouvoirs publics, notamment la libéralisation du marché des assurances en 1995. Le ministre a mis en évidence les efforts importants consentis par l'Organisation Africaine des Assurances (OAA) pour asseoir une plus grande performance au sein des marchés des assurances africains. Les propos de Faïd au sujet de cette révision viennent, ainsi, entériner les déclarations du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, qui avait dévoilé, il y a quelques jours, au cours du séminaire international sur la réduction des risques majeurs, que l'État envisage de revoir le dispositif réglementaire et la politique des assurances de manière globale. Effectivement, Benabderrahmane a annoncé que l'Algérie est en phase de mettre à jour la législation relative à la stratégie nationale de gestion des risques de catastrophes naturelles. Ce qui induit l'introduction de nouveaux mécanismes proactifs pour recadrer les indemnisations et réduire le taux des indemnisations, à travers les subventions publiques onéreuses. Le Premier ministre devait annoncer que 70%, des 225 millions de dollars par an, alloués durant ces 15 dernières années à la prise en charge des catastrophes naturelles, étaient destinés à faire face aux risques d'inondation. Abordant certains aspects de la situation des assurances en Algérie, le Premier ministre a souligné le nécessaire réexamen de « la police d'assurance catastrophes naturelles et



Laaziz Faïd, ministre des Finances

risques majeurs, afin d'assurer une large implication dans le système d'assurance contre les effets des catastrophes naturelles», devait-il confier. À ce propos, Benabderrahmane a également déploré « les taux faibles des souscriptions qui ne dépassent pas les 5%, bien que l'assurance catastrophes nationales soit obligatoire ». Un véritable dilemme qui vient remettre au goût du jour cette ambivalence dans la prise en charge des indemnisations des risques, à travers les subventions publiques, et dans une moindre envergure, les indemnisations via l'assurance. Ce qui n'encourage pas réellement à franchir le pas des indemnisations publiques, plus faciles à attribuer en cas de sinistres. Or, le nouveau cadre réglementaire en gestation devrait envisager des solutions nouvelles et courageuses, de l'avis des experts, afin de booster les assurances dans ce secteur et celui de l'agriculture aussi. Bien que le marché des assurances a connu une nette croissance en 2022, avec un taux de 6%, comparativement à 2021. Selon le P-DG d'Alliances Assurances, Hassen Khelifati la nouvelle loi sur les assurances, comporte un certain nombre de nouveautés, à commencer par la mise en place d'une autorité de régulation indépendante et l'introduction

des technologies de l'information, pour booster la mise en service des mécanismes de l'Insurtech. Khelifati avait également appelé à dépasser le carcan administratif de la gestion des assurances risquées et d'aller vers un management économique de ce secteur vital pour l'économie nationale. Pour ce faire, les compagnies d'assurance algériennes doivent revoir à la hausse leur taux de pénétration dans le marché local, afin de prétendre aller à l'assaut du marché africain des assurances, où la concurrence est sérieusement rude. C'est, en tout cas, ce qu'avait déclaré le président de l'Union algérienne des sociétés des assurances et réassurances (UAR), Youcef Benmicia qui a rapporté que « les compagnies d'assurance doivent augmenter leurs parts du marché local et avoir les outils, techniquement et financièrement suffisants pour être capable de faire face à la concurrence internationale », a-t-il fait savoir. Il convient de rappeler, à ce propos, que le secteur des assurances en Algérie a généré une croissance remarquable, avec un chiffre d'affaire de 155 milliard de DA, en 2022. Cela dit, les parts de marchés des assurances africaines restent au menu des ambitions affichées des assureurs algériens.

M.O.

RAPPORT TRIMESTRIEL DE L'ONS

Les indicateurs économiques au vert

■ **UNE FORTE** augmentation caractérise l'activité agricole, avec une croissance de 6,5%...

■ **MOHAMED OUANEZAR**

Selon le dernier rapport de l'Office national des statistiques (ONS), les indicateurs de la situation économique nationale, au quatrième trimestre 2022, sont au vert. Tout d'abord, au chapitre de l'évolution des ressources au 4ème trimestre 2022, le rapport cite « une performance remarquable » du produit intérieur brut (PIB), qui réalise une croissance de 3,8% contre 3,2% durant la même période de l'année 2021. Quant au produit intérieur brut (PIB) hors hydrocarbures, « une croissance très soutenue et appréciable de 5,3% au quatrième trimestre 2022, contre 2,2% au même trimestre de l'année 2021 », est enregistrée par l'ONS. Selon le rapport de l'ONS, ce sont les activités des services marchands, celles agricoles, industrielles, les services non marchands, le bâtiment, les travaux publics et l'hydraulique (Btph), qui ont poussé à cette croissance en volume. Les taux d'accroissement réels des activités de ces secteurs sont, respectivement, de 7,4%, 6,5%, 5,0%, 2,8% et 2,6%, note encore le rapport. En revanche, la valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures enregistre une croissance réelle de -0,7%. Par ailleurs, une augmentation du niveau général des prix de 16,3% contre 23,4% pour la même période de l'année 2021, traduit une croissance en valeurs courantes de 20,7% contre 27,4%, pour la même période de l'année 2021, du PIB



Une performance remarquable, mais faut-il toujours croire le chiffre

au quatrième trimestre. Pour ce qui est de l'agriculture, le secteur est marqué par une forte augmentation de l'activité agricole, évaluée à 6,5%, contrairement à une baisse de l'ordre de 1,1% enregistrée durant la même période de l'année 2021. Au chapitre des hydrocarbures, une décroissance de 0,7% est constatée, essentiellement, à de légères baisses d'activités, notamment le repli de l'activité liquéfaction -6,5%, contre une hausse de 20,3% une année auparavant. Le secteur de l'industrie a vu, quant à lui, sa valeur ajoutée augmenter de

5,0% comparativement au même trimestre 2021. À l'exception de la production du secteur des industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (Ismmee), les secteurs liés aux activités de l'énergie, dont la chimie, le caoutchouc, le plastique et les industries agroalimentaires ont enregistré des croissances positives. Pour ce qui est du bâtiment et travaux publics et hydraulique (y compris les services et travaux publics pétroliers), la valeur ajoutée du secteur, au quatrième trimestre 2022, a enregistré une évolution en volume

de l'ordre de 2,6% contre 1,8%, durant la même période de l'année précédente. Idem pour le secteur des services et travaux publics pétroliers, qui a connu une hausse de 4,7% au lieu de 1,8% à la même période 2021. Le rapport note également une évolution en volume très marquée de 7,4% contre 4,9%, durant la même trimestre 2021, pour les services marchands. Au chapitre des importations de biens et services, une hausse en volume de 11,2% est enregistrée au quatrième trimestre 2022, contre une baisse de 8,6% à la même période de l'année 2021. Cela s'explique par la

reprise et la hausse des importations des biens, d'une valeur de 7,9%, contrairement à 2021 qui a vu une baisse de 10,3%. Quant aux importations de services, elles affichent une hausse de 37,0% au lieu de 1,6% enregistrée au cours de la même période de l'année 2021. Côté dépense intérieure brute, le dernier rapport de l'ONS cite une progression de 7,3% au quatrième trimestre 2022, alors qu'au cours de la même période de l'année 2021, une baisse de 1,2% avait été enregistrée. Pour ce qui est du volume de la dépense de consommation finale des ménages, une croissance positive de 3,2% a été enregistrée, correspondant au même rythme de croissance que celui réalisé une année auparavant. Idem pour la consommation finale des administrations publiques qui a, également, connu une évolution de 2,7%. Par contre, les exportations de biens et services ont connu une baisse en volume, au quatrième trimestre 2022, soit une diminution de 3,0% au lieu d'une hausse de 12,7% enregistrée durant la même période de l'année 2021. Selon les termes du rapport, « cette diminution est expliquée par la baisse en volume des exportations des hydrocarbures (-0,6%) contre une hausse de 8,6% au quatrième trimestre 2021 ». Par ailleurs, les exportations des autres biens ont, également, connu une baisse en volume de 16,6% au lieu d'une hausse de 36,6% au cours de la même période de 2021. **M.O.**

SUBVENTIONS, ALLOCATION CHÔMAGE, HAUSSE DES SALAIRES ET DES PENSIONS DE RETRAITE

Les armes algériennes contre l'inflation

LE CUMUL de toutes ces hausses a fait progresser le pouvoir d'achat des foyers algériens.



■ **Sabr BOUCETTA**

Face à l'énorme tsunami qui frappe toutes les économies de la planète, l'Algérie maintient la tête hors de l'eau et se permet même des prévisions de croissance supérieures à 3%. La Banque africaine de développement prévoit, en effet, une hausse du PIB algérien à 3,1% pour l'année en cours. La loi de finances de la même année fixe cette prévision à 4%. Dans les deux cas, l'Algérie contribue à faire de l'Afrique la deuxième région la plus dynamique au monde après l'Asie, avec une croissance moyenne de 4% attendue à la fin de l'année en cours. Les chiffres de l'économie nationale sont confortés, estime la BAD dans son dernier rapport, par une relative bonne maîtrise de l'inflation. Grâce à une politique de subvention de tous les produits de large consommation, le pays a su maintenir l'inflation à des niveaux quelque peu supportables. La hausse assez importante des prix des fruits et légumes, comme partout ailleurs dans le monde, a été quelque peu tempérée par

un zéro pour cent d'inflation dans de nombreux produits, à l'image de l'essence, l'électricité, l'eau, les dérivées des céréales, notamment. Le maintien des prix à des niveaux d'avant la Covid-19 et la guerre en Ukraine ont permis aux foyers algériens de moins ressentir les effets de la crise que les ménages d'autres pays de la région. Il va de soi que cette résistance est fonction de plusieurs facteurs, dont le renchérissement des prix des hydrocarbures.

La bonne tenue des prix du pétrole a permis à l'État de faire face aux dépenses en rapport avec les subventions, sans avoir à recourir à l'emprunt extérieur. Le second facteur qui explique la résilience de l'économie nationale tient au désendettement du pays. Financièrement souveraine, l'Algérie a pu traverser toutes les tempêtes, avec une large marge de manœuvre. Le troisième facteur qui a constitué une digue à l'appauvrissement général de la société, en raison des conditions économiques très difficiles à l'échelle de la planète, aura été la série de hausses dans les salaires de l'ensemble des travailleurs et des retraités algériens. De la défiscalisation des salaires de moins de 30 000 dinars à la récente augmentation substantielle des petites retraites, en passant par l'élévation du point indi-



La parade algérienne tient bon

caire pour les fonctionnaires et un abattement de l'IRG pour les autres salaires, les familles algériennes ont trouvé un supplément de pouvoir d'achat qui leur a permis de supporter quelque peu l'inflation ambiante. Plus que cela, l'institution de l'allocation chômage au bénéfice des jeunes sans emploi âgés de 20 à 40 ans, une première dans le monde arabe, en Afrique et même dans pas mal de pays des continents américain et asiatique, a été une réelle bouffée d'oxygène.

Pas seulement pour les jeunes chômeurs, mais pour leurs familles également. L'accumulation de toutes ces hausses qui sont venues alimenter les finances des foyers algériens, a été d'un soutien avéré au pouvoir d'achat des Algériens. Il est entendu que cela ne suffit toujours pas à garantir un niveau de vie souhaité. La prospérité réelle viendra avec l'essor économique du pays. C'est tout le défi qui attend l'Algérie. **S.B.**

49^e CONFÉRENCE DE L'ORGANISATION AFRICAINE DES ASSURANCES

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE
**LES ASSURANCES
EN PREMIÈRE LIGNE**

L'Algérie ambitionne d'être présente sur les marchés africains, dans le cadre de la mise en œuvre de la ZLECAf, et que les entreprises algériennes sont encouragées à développer leurs exportations vers l'Afrique.

Les assurances représentent l'un des leviers du développement économique, aussi bien pour le pays que pour le continent africain. Dans cette optique, et à l'occasion de la conférence et la 49^e assemblée générale de l'Organisation africaine des assurances, organisée à l'hôtel Aurassi sous le thème «La contribution du secteur des assurances aux défis de la sécurité alimentaire», le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a mis en exergue l'importance de l'organisation du marché de l'assurance pour lui faire jouer le rôle qui lui est assigné dans le domaine social et économique du pays, en consacrant le principe de la concurrence pour élever le niveau, notamment la couverture d'assurance, et ce, pour une plus grande contribution au financement de l'économie nationale et à la prestation des services de qualité aux assurés. Le ministre, a indiqué, à cet égard, que le secteur des assurances en Algérie a connu des réformes structurelles, à commencer par la libéralisation du marché des assurances en 1995 à travers la promulgation du décret 95-07, qui a permis le lancement de 25 compagnies d'assurance, dont 15 sociétés privées avec des partenariats étrangers.

Selon M. Faïd, le secteur des assurances est un «levier important pour faire face aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique», souhaitant que cette rencontre en Algérie aboutisse à d'importantes «recommandations, notamment dans le domaine du développement et de l'amélioration d'une couverture sécuritaire adaptée aux besoins des populations». Le premier responsable du secteur a souligné l'intérêt qu'accorde l'Algérie à cet événement pour élargir la coopération entre les pays africains.

Il a insisté, à cet effet, sur l'amélioration du niveau technique et financier pour impulser les activités des assurances dans le pays, et ce, à travers les réformes qui ont touché, ce secteur, notamment un cadre juridique adapté. L'Algérie vise à élaborer une nouvelle loi afin d'améliorer les activités des assurances pour mieux contribuer aux activités économiques. Enfin, le ministre a indiqué que les recommandations que formuleront les participants à cette conférence seront examinées avec sérieux et intérêt.

Défis communs

Prenant la parole, le président de l'OAA, Ben Kajwange, a insisté, lors de son intervention, sur l'amélioration du marché africain des assurances pour relever les défis de la sécurité alimentaire. «Ça fait plaisir d'être parmi vous, 15 ans plus tard, à cet événement d'une grande envergure et je tiens à remercier l'Algérie qui a fourni beaucoup d'efforts pour le développement de la coopération interafricaine». A cet effet, il a évoqué l'apport de la Banque de développement africain au progrès économique et social en Afrique, notamment le secteur des assurances, soit une contribution à hauteur de 64 milliards de dollars, a-t-il mentionné.

Il a également noté, dans le foulée, l'énorme potentiel des pays africains, comme l'énergie solaire, presque 300 jours de soleil, des terres riches, et l'importance de la main-d'œuvre agricole, sachant dit-il, que 65% de la main-d'œuvre en Afrique active dans le secteur de l'agriculture».



la pénurie d'eau, s'ajoutant à ceux-là, le choc des prix qui ont connu une hausse non insignifiante, essentiellement pour les denrées alimentaires qui menacent les populations africaines. Cela dit, il a souligné l'impératif de développer le secteur des assurances et sa contribution aux défis de la sécurité alimentaire, soulignant cependant le rôle que joue l'assurance dans l'amélioration du climat et l'environnement agricole. Pour sa part, le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurances et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia, a mis en exergue l'importance de ce rendez-vous pour débattre des défis auxquels font face les pays africains, notamment les catastrophes naturelles, telles que

actuels, visant la recherche de solutions aux défis de la sécurité alimentaire compte tenu des transformations en cours.

Il a expliqué, à ce propos, que les défis de la sécurité alimentaire comprennent plusieurs axes, dont le facteur assurantiel pour lutter contre les risques du changement climatique sur la sécurité alimentaire, les systèmes de transfert des risques de catastrophe entre les secteurs public et privé pour accroître la résilience, le rôle de la législation pour faciliter un accès plus large aux produits d'assurance agricole.

Il a estimé que cette conférence organisée en Algérie est une importante pour relever les défis auxquels sont confrontés les pays



L'Afrique peut produire deux fois plus dans les céréales destinées à l'exportation pour garantir la sécurité alimentaire, a-t-il encore ajouté. Néanmoins, le président de l'OAA estime que le marché des assurances en Afrique reste faible, soit seulement 1% du PIB, a-t-il regretté. Il a indiqué qu'il existe trois défis à l'horizon 2030, auxquels sont confrontés les pays africains, notamment les changements climatiques, les conflits armés,

les incendies, les séismes, s'ajoutant à ceux-là l'inflation et les intempéries qui sont à l'origine de grosses pertes et impactant ainsi les revenus des agriculteurs.

Il a affirmé, également que les pouvoirs publics accordent une grande attention au secteur de l'assurance et à sa promotion, au renforcement des liens avec les pays africains, au développement du secteur de l'assurance et de la réassurance face aux enjeux

africains, qui connaissent des transformations complexes telles que l'inflation, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et de distribution, les changements climatiques et les catastrophes naturelles qui entraînent d'énormes pertes de production agricole et constituent une lourde charge budgétaire pour l'État.

Samia Boulahlil

**PARTICIPATION D'ÉMINENTS
EXPERTS NATIONAUX
ET INTERNATIONAUX**

L'orateur souligne l'importance de l'assurance pour atténuer les pertes, en protégeant les agriculteurs et leurs produits des conséquences résultant des catastrophes naturelles inattendues, en protégeant le capital animal et en assurant les entrepôts et le stockage, ainsi que l'importation et l'exportation. Les assurances contribuent également efficacement à la prévention et à l'accompagnement pour protéger le produit en limitant les risques et réduire l'ampleur des catastrophes.

Enfin, il a souligné que le défi le plus important dans les marchés africains est d'augmenter le taux de souscription aux assurances en général et en particulier dans le domaine agricole à travers la sensibilisation et l'élargissement de l'offre de produits d'assurance agricole.

Ce qui permet la protection des activités agricoles, d'élargir le champ des bénéficiaires des offres d'assurance et de redonner confiance aux paysans. Selon cet intervenant, les opportunités de croissance sont diverses, notamment dans le secteur des assurances, qui peuvent être exploitées à travers le développement de l'assurance agricole, ainsi que l'assurance contre les risques naturels et climatiques et leur adéquation avec les besoins des agriculteurs, ce qui appelle à l'échange d'expériences et d'expertises entre pays africains confrontés aux mêmes défis. A la fin de son allocution, le ministre a salué les présents à cet événement, les partenaires algériens et africains, en souhaitant plein de succès à cette conférence de grande envergure.

Samia B.



LAÂZIZ FAÏD, MINISTRE DES FINANCES

Des réformes structurelles réalisées



Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a souligné hier, dans son intervention aux travaux de la 49^e conférence de l'Organisation des assurances africaines (OAA), que des réformes structurelles ont été réalisées en Algérie dans le secteur des assurances permettant une ouverture du marché qui, aujourd'hui, a-t-il affirmé, est animé par 25 compagnies d'assurance dont 11 relèvent du secteur privé. Il a indiqué que le projet de révision de la loi relative au secteur de l'assurance consacre le principe de la concurrence et porte des dispositifs à

même de relever le taux de pénétration de cette activité, d'améliorer la qualité des prestations et la couverture d'assurance de telle manière à la rendre intégrée et efficiente. Le premier argentier du pays a salué le choix du thème de cette 49^e conférence de l'OAA. «Ceci renseigne sur la prise de conscience quant à l'impératif de faire face aux défis de la sécurité alimentaire», a-t-il préconisé, souhaitant que les travaux soient sanctionnés par des recommandations qui viendront renforcer le rôle du secteur des assurances au niveau continental.

■ W. O. H.

ÉCONOMIE

LE TEXTE PRÉVOIT LA MISE EN PLACE D'UNE
AUTORITÉ DE RÉGULATION AUTONOME

Le nouveau projet de loi sur l'assurance soumis au débat avant fin 2023

● Le nouveau projet viendrait renforcer le processus de digitalisation des compagnies d'assurances, de manière à améliorer la place du secteur à l'échelle africaine, où les défis à relever sont importants.

Après le renforcement du cadre juridique régissant l'activité des assurances en 2006 et après la série de réformes engagées depuis 1995, le secteur se prépare à connaître une autre mutation. En effet, le nouveau projet de loi sur les assurances est en phase de finalisation. Il sera soumis aux deux Chambres du Parlement avant la fin 2023. C'est ce qu'a annoncé hier le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, à l'ouverture de la 49^e assemblée de l'Organisation africaine des assureurs (OAA). L'objectif étant, selon le Premier ministre, d'accroître l'attractivité du secteur en Algérie, d'améliorer la couverture en assurance des indicateurs nationaux, de contribuer au financement de l'économie nationale et d'offrir des services de qualité aux assurés. Un secteur, qui a réalisé en 2022 un chiffre d'affaires de 155 milliards de dinars, soit une évolution de 6% par rapport à 2021, réalisée par l'ensemble des acteurs du secteur, qui compte, à titre indicatif, 25 sociétés (entre assurance et réassurance) dont 11 privées (dommages et personnes). «Le renforcement du cadre juridique a favorisé le développement de l'activité d'assurance et, par la même, du volume du marché de trois fois durant les 15 dernières années, soit plus de 1,1 milliard de dollars en 2022», a précisé le ministre dans ce cadre. Mais, la contribution du secteur au PIB (produit intérieur brut) reste insignifiante, ne dépassant pas les 1%. D'où l'intérêt de la révision de la loi sur les assurances, dont l'un des changements attendus est la mise en place d'une autorité autonome de régulation, qui viendrait remplacer la commission de supervision du secteur dépendant actuellement du ministère des Finances. «Cette nou-



La 49^e conférence et assemblée générale de l'Organisation des assurances africaines (OAA) a ouvert ses travaux, lundi à Alger, sous la présidence du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane

velle autorité va donner certainement un plus au secteur en contribuant à son développement», estiment les représentants des compagnies d'assurances approchés hier en marge de la 49^e assemblée de l'OAA. Le nouveau projet viendrait également renforcer le processus de digitalisation des compagnies d'assurances, de manière à améliorer la place du secteur à l'échelle africaine où les défis à relever sont importants. L'OAA est appelée justement à jouer le jeu dans ce cadre, notamment pour ce qui est du dossier de la sécurité alimentaire en Afrique, objet de la conférence, à l'issue de laquelle l'Algérie présidera l'OAA pour un mandat d'une année. L'Algérie est dans ce sillage appelée à suivre la mise en œuvre des recommandations qui en découleront pour développer l'assurance agricole. Il est attendu,

entre autres, le renforcement de la coopération et l'échange d'informations liées à la gestion des risques, notamment climatiques. Ce que le président de l'OAA, Ben Kajwang, a relevé, appelant les gouvernements africains à développer des subventions aux primes du marché de l'assurance agricole et à travailler pour l'amélioration de l'éducation financière des agriculteurs dans une région où le marché des assurances agricoles reste sous-développé avec une faible gamme de produits. D'ailleurs, seulement 1% des petits exploitants agricoles africains sont aujourd'hui couverts par l'assurance, dans un continent qui possède 65% des terres arables non cultivées dans le monde. En chiffres, selon le président de l'OAA, plus de 60% de la population africaine est engagée dans l'agriculture et environ 23%

du PIB de l'Afrique proviennent de l'agriculture. De son côté, la représentante résidente du Programme des Nations-unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Blerita Aliko, a mis en exergue les actions engagées par le PNUD, dans le cadre des Objectifs de développement durable, afin d'éliminer la faim et assurer la sécurité alimentaire. Le PNUD, par l'intermédiaire de son mécanisme d'assurance et de financement des risques (IRFF), a œuvré pour renforcer la résilience climatique des petits exploitants agricoles en Afrique et en Asie. L'encouragement des partenariats pour mettre au point des produits d'assurance agricole, «qui aident les agriculteurs à s'adapter et à renforcer leur résilience aux inondations et aux calamités naturelles», figure aussi parmi les actions du PNUD.

Samira Imadalou

وزير المالية لعزیز فايد يؤكد تدابیر جديدة بهدف تحسين التغطية التأمينية الشاملة

لاسيما في المجال الغذائي، معربا عن يقينه من أن أشغال المؤتمر ستنتج بتوصيات "كفيلة بتعزيز دور صناعة التأمين لتوفير التغطيات التأمينية المناسبة لاحتياجات الاقتصاد الإفريقي".

بالمقابل، اعتبر نتو كامازينا، الأمين العام لمنظمة التأمين الإفريقي، أن "التأمين يعد رابطة مهما في تطوير القطاع الزراعي في إفريقيا، وقد أبرز مسؤول المنظمة إمكانية مساهمة التأمينات في ضمان الأمن الغذائي ومواجهة التحديات المرتبطة، حيث يواجه العالم العديد منها، على غرار التقلبات المناخية، مع التأكيد على أن الأمن الغذائي يبقى مسألة تهم الجميع من حكومات وخواص ومجتمع مدني".

ويشارك في هذه الندوة، المنظمة من قبل اتحاد شركات التأمين وإعادة التأمين الجزائري، تحت إشراف المنظمة الإفريقية للتأمينات، على مدى ثلاثة أيام، زهاء 1780 ممثل لمختلف فروع قطاع التأمين وإعادة التأمين، منهم 1100 مشارك من 70 بلدا.

ويضم برنامج الندوة جلسات نقاش تركز بالأساس حول ترقية التأمين الفلاحي في إفريقيا، وتطوير الحلول التأمينية لتحسين الإنتاج الفلاحي وأنظمة نقل مخاطر الكوارث بين القطاعين العمومي والخاص.

سعید بشار



لعزیز فايد

وخاصة، منها 11 شركة تابعة للقطاع الخاص، والبقية قائمة على شركات مع مؤسسات أجنبية. وخلال تطرقه لموضوع الندوة، اعتبر وزير المالية أن المنظمة الإفريقية للتأمينات، التي ستتسلم الجزائر رئاستها، تبقى من بين أهم المحطات التي من خلالها يتجسد العمل الإفريقي المشترك، مشددا على ضرورة جعل قطاع التأمينات دعما قويا للتنمية الاقتصادية والاجتماعية في البلدان الإفريقية، كما هو الحال في عدة بلدان أخرى، لاسيما في البلدان المتقدمة.

من جانب آخر، أكد الوزير أن اختيار موضوع الندوة يعكس الوعي الكبير لدور ومساهمة قطاع التأمينات في مواجهة التحديات الأنية والمستقبلية لإفريقيا،

أكد وزير المالية لعزیز فايد خلال كلمته على دور الإصلاحات المقررة، ودعم ما جاء به المسؤول الأول في الحكومة، قائلًا إن السلطات العمومية بالجزائر تعكف على تحضير قانون جديد للتأمينات يهدف إلى جعل القطاع يساهم بشكل أفضل في التنمية الاقتصادية، موازاة مع تحسين تنظيم السوق التأمينية الوطنية.

وأشار المتحدث إلى أن الغاية من هذا الإجراء "تحسين تنظيم وأداء سوق التأمين وتكريس مبدأ المنافسة الشريفة بين المتدخلين، وذلك سعيا إلى رفع مستوى هذا النشاط وجعله يؤدي الدور المنوط به في المجالين الاقتصادي والاجتماعي"، من منطلق أن التدابير الجديدة التي سيتضمنها النص من شأنها أيضا تحسين التغطية التأمينية الشاملة والواسعة للمؤشرات الوطنية، ومساهمة أكبر في تمويل الاقتصاد الوطني وتقديم خدمات ذات نوعية جيدة للمؤمن لهم.

وذكر فايد بالإصلاحات التي عرفها قطاع المالية في الجزائر؛ وبشكل أخص التأمين وإعادة التأمين الذي قال إنه يحظى بعناية كبيرة، حيث عرفت الجزائر سنة 1995 تحرير هذا النشاط، ما سمح بفتح سوق التأمينات للاستثمار الخاص والأجنبي، وأوضح أن الجزائر تحصى اليوم 25 مؤسسة تأمينية وإعادة تأمين، عمومية

وزير المالية لعزیز فايد:

"ينبغي جعل قطاع التأمينات دعما قويا للتنمية"

التغطية التأمينية الشاملة والواسعة للمؤشرات الوطنية ومساهمة أكبر في تمويل الاقتصاد الوطني وتقديم خدمات ذات نوعية جيدة للمؤمن لهم".
وذكر السيد فايد، بالمناسبة، بالإصلاحات التي عرفها قطاع المالية في الجزائر وبشكل أخص التأمين وإعادة التأمين الذي سيحظى بعناية كبيرة، حيث عرفت الجزائر سنة 1995 تحرير هذا النشاط ما سمح بفتح سوق التأمينات للاستثمار الخاص والأجنبي.
وذكر الوزير، في هذا الصدد، أن الجزائر تحصي اليوم 25 مؤسسة تأمينية وإعادة تأمين، عمومية وخاصة، منها 11 شركة تابعة للقطاع الخاص وأخرى قائمة على شركات مع مؤسسات أجنبية.

التأمين لتوفير التغطيات التأمينية المناسبة لاحتياجات الاقتصاد الإفريقي".
من جهة أخرى، أكد الوزير أن السلطات العمومية بالجزائر تعكف على تحضير قانون جديد للتأمينات يهدف إلى جعل القطاع يساهم بشكل أفضل في التنمية الاقتصادية، موازاة مع تحسين تنظيم السوق التأمينية الوطنية، مشيرا إلى أن الغاية من هذا الاجراء هي "تحسين تنظيم وأداء سوق التأمين وتكريس مبدأ المنافسة الشريفة بين المتدخلين وذلك سعيا إلى رفع مستوى هذا النشاط وجعله يلعب الدور المنوط به في المجالين الاقتصادي والاجتماعي".
وأوضح الوزير أن التدابير الجديدة التي سيتضمنها النص من شأنها أيضا "تحسين

العمل الإفريقي المشترك وذلك نظرا للجهود الكبيرة التي تقدمها من أجل تحسين أداء أسواق التأمين الإفريقية ورفع المستوى الفني والمالي لهذا النشاط الذي يجب أن يكون دعما قويا للتنمية الاقتصادية والاجتماعية في البلدان الإفريقية كما هو الحال في عدة بلدان أخرى، لا سيما في البلدان المتقدمة".
من جانب آخر، أكد الوزير أن اختيار موضوع الندوة يعكس "الوعي الكبير لدور ومساهمة قطاع التأمينات في مواجهة التحديات الأنية والمستقبلية لإفريقيا، لا سيما في المجال الغذائي".
كما أعرب عن يقينه أن أشغال المؤتمر ستوج بتوصيات كفيلة بتعزيز دور صناعة

اعتبر وزير المالية، لعزیز فايد، أمس الاثنين بالجزائر العاصمة، أن المنظمة الإفريقية للتأمينات، التي ستسلم الجزائر رئاستها، تبقى من بين أهم المحطات التي من خلالها يتجسد العمل الإفريقي المشترك، مشددا على ضرورة جعل قطاع التأمينات دعما قويا للتنمية الاقتصادية والاجتماعية في البلدان الإفريقية.
وأوضح السيد فايد، خلال افتتاح أشغال الندوة الـ49 والجمعية العامة للمنظمة الإفريقية للتأمينات، بالجزائر العاصمة، تحت شعار "مساهمة التأمين في تحديات الامن الغذائي في القارة الإفريقية"، أن "المنظمة الإفريقية للتأمينات تبقى من بين أهم المحطات التي من خلالها يتجسد

أبرز أهمية القطاع في التنمية الاقتصادية .. فايد:

نحو تحسين التغطية التأمينية الشاملة

ايمن بن عبد الرحمان، بحضور وزير المالية وزير الفلاحة والتنمية الريفية، محمد عبد الحفيظ هني، ورئيس المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي و البيئي، سيدي محمد بوشناق خلادي، وعدد من مدراء شركات التأمين وإعادة التأمين وكذا ممثلين عن هيئات الامم المتحدة والاتحاد الافريقي المعتمدة بالجزائر.

ويشارك في هذا الندوة، المنظمة من قبل اتحاد شركات التأمين وإعادة التأمين الجزائري تحت اشراف المنظمة الافريقية للتأمينات، على مدى ثلاثة أيام، زهاء 1,780 ممثلا لمختلف فروع قطاع التأمين وإعادة التأمين منهم 1,100 مشارك من 70 بلدا.

ويضم برنامج الندوة جلسات نقاش تركز بالأساس حول ترقية التأمين الفلاحي في افريقيا وكذا تطوير الحلول التأمينية لتحسين الإنتاج الفلاحي وأنظمة نقل مخاطر الكوارث بين القطاعين العمومي والخاص.

وتعتبر المنظمة التي تأسست في 1972 بجزيرة موريس منظمة غير حكومية يقع مقر أمانتها العامة بمدينة دوالا (الكاميرون)، حيث تضم حاليا 371 عضوا، منهم 363 يمثلون 47 بلدا افريقيا و14 عضوا دوليا من 8 دول.

وستتسلم الجزائر الرئاسة السنوية للمنظمة خلال اشغال الجمعية العامة للمنظمة المرتقب اجراءها اليوم الأربعاء

■ باسمين. ب

الافريقي". من جهة أخرى، أكد الوزير أن السلطات العمومية بالجزائر تكثف على تحضير قانون جديد للتأمينات يهدف الى جعل القطاع يساهم بشكل افضل في التنمية الاقتصادية، موازاة مع تحسين تنظيم السوق التأمينية الوطنية، مشيرا الى أن الغاية من هذا الاجراء هي "تحسين تنظيم وأداء سوق التأمين وتكريس مبدأ المنافسة الشريفة بين المتدخلين و ذلك سعيا الى رفع مستوى هذا النشاط وجعله يلعب الدور المنوط به في المجالين الاقتصادي والاجتماعي".

وأوضح الوزير أن التدابير الجديدة التي سيتضمنها النص من شأنها أيضا ستحسين التغطية التأمينية الشاملة والواسعة للمؤشرات الوطنية ومساهمة اكبر في تمويل الاقتصاد الوطني وتقديم خدمات ذات نوعية جيدة للمؤمن لهم".

وذكر فايد، بالمناسبة، بالإصلاحات التي عرفها قطاع المالية في الجزائر وبشكل أخص التأمين و إعادة التأمين الذي "يحظى بعناية كبيرة"، حيث عرضت الجزائر سنة 1995 تحرير هذا النشاط ما سمح بفتح سوق التأمينات للاستثمار الخاص و الأجنبي. وذكر الوزير، في هذا الصدد، ان الجزائر تحصى اليوم 25 مؤسسة تأمينية وإعادة تأمين، عمومية وخاصة، منها 11 شركة تابعة للقطاع الخاص و أخرى قائمة على شركات مع مؤسسات أجنبية.

جدير بالذكر أن مراسم افتتاح الندوة الـ49 للمنظمة الافريقية للتأمينات جرت تحت إشراف الوزير الأول،

اعتبر وزير المالية، لعزیز فايد، أمس الاثنين بالجزائر العاصمة، أن المنظمة الافريقية للتأمينات، التي ستتسلم الجزائر رئاستها، تبقى من بين أهم المحطات التي من خلالها يتجسد العمل الإفريقي المشترك، مشددا على ضرورة جعل قطاع التأمينات دعما قويا للتنمية الاقتصادية والاجتماعية في البلدان الأفريقية.

وأوضح فايد، خلال افتتاح اشغال الندوة الـ49 والجمعية العامة للمنظمة الافريقية للتأمينات، التي تجرى بالجزائر العاصمة، تحت شعار "مساهمة التأمين في تحديات الامن الغذائي في القارة الافريقية"، أن "المنظمة الافريقية للتأمينات تبقى من بين أهم المحطات التي من خلالها يتجسد العمل الإفريقي المشترك وذلك نظرا للجهود الكبيرة التي تقدمها من أجل تحسين أداء أسواق التأمين الإفريقية ورفع المستوى الفني والمالي لهذا النشاط الذي يجب أن يكون دعما قويا للتنمية الاقتصادية والاجتماعية في البلدان الأفريقية كما هو الحال في عدة بلدان أخرى، لا سيما في البلدان المتقدمة". من جانب آخر، أكد الوزير أن اختيار موضوع الندوة يعكس "الوعي الكبير لدور ومساهمة قطاع التأمينات في مواجهة التحديات الأنية والمستقبلية لإفريقيا، لا سيما في المجال الغذائي".

كما أعرب عن يقينه ان أشغال المؤتمر ستتوج بتوصيات كفيلة بتعزيز دور صناعة التأمين لتوفير التغطيات التأمينية المناسبة لاحتياجات الاقتصاد

لجعل القطاع أكثر جاذبية .. أيمن بن عبد الرحمن يعلن: إعداد مشروع قانون جديد للتأمينات قبل نهاية السنة

□ ارتفاع حجم سوق التأمينات إلى أكثر من 1.1 مليار دولار

من جانب آخر، أكد الوزير أن اختيار موضوع التدوة يعكس الوعي الكبير لدور ومساهمة قطاع التأمينات في مواجهة التحديات الأنية والمستقبلية للإفريقيا، لا سيما في المجال الغذائي.

كما أعرب عن يقينه أن أشغال المؤتمر ستوجع بتوصيات كفيلة بتعزيز دور صناعة التأمين لتوفير التغطيات التأمينية المناسبة لاحتياجات الاقتصاد الإفريقي.

من جهة أخرى، أكد الوزير أن السلطات العمومية بالجزائر تعكف على تحضير قانون جديد للتأمينات

يهدف إلى جعل القطاع يساهم بشكل أفضل في التنمية الاقتصادية، موازاة مع تحسين تنظيم السوق التأمينية الوطنية، مشيراً إلى أن الغاية من هذا الإجراء هي تحسين تنظيم وأداء سوق التأمين وتكريس مبدأ المناظرة الشريفة بين المتدخلين وذلك سعياً إلى رفع مستوى هذا النشاط وجعله يلعب الدور المنوط به في المجالين الاقتصادي والاجتماعي.

وأوضح الوزير أن التدابير الجديدة التي سيتضمنها النص من شأنها أيضاً تحسين التغطية التأمينية

الشاملة والواسعة للمؤشرات الوطنية ومساهمة أكبر في تمويل الاقتصاد الوطني وتقديم خدمات ذات نوعية جيدة للمؤمن لهم. منكراً بالمناسبة بالإصلاحات التي عرفها قطاع المالية في الجزائر وبشكل أخس التأمين وإعادة التأمين الذي يحظى بعناية كبيرة، حيث عرفت الجزائر سنة 1995 تحرير هذا النشاط ما سمح بفتح سوق التأمينات للاستثمار الخاص والأجنبي.

ونكر الوزير، في هذا الصدد، أن الجزائر تحمي اليوم 25 مؤسسة تأمينية وإعادة تأمين، عمومية وخاصة، منها 11 شركة تابعة للقطاع الخاص وأخرى قائمة على شركات مع مؤسسات أجنبية.

جدير بالذكر أن مراسم افتتاح التدوة الـ 49 للمنظمة الإفريقية للتأمينات جرت تحت إشراف الوزير الأول، السيد أيمن بن عبد الرحمن، بحضور وزير المالية، وزير الفلاحة والتنمية الريفية، محمد عبد الحفيظ هني، ورئيس المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، سيدي محمد بوشناق خلادي، وعدد من مدراء شركات التأمين وإعادة التأمين وكذا ممثلين عن هيئات الأمم المتحدة والاتحاد الإفريقي المعتمدة بالجزائر.

ويشارك في هذا الندوة المنظمة من قبل اتحاد شركات التأمين وإعادة التأمين الجزائري تحت إشراف المنظمة الإفريقية للتأمينات على مدى ثلاثة أيام زهاء 1.780 ممثلاً لمختلف فروع قطاع التأمين وإعادة التأمين منهم 1.100 مشارك من 70 بلداً.

ويضم برنامج الندوة جلسات نقاش تركز بالأساس حول ترقية التأمين الفلاحي في إفريقيا وكذا تطوير الحلول التأمينية لتحسين الإنتاج الفلاحي ونظرة نقل مخاطر الكوارث بين القطاعين العمومي والخاص.

وتعتبر المنظمة التي تأسست في 1972 بجزيرة موريس منظمة غير حكومية يقع مقر

أسانها العامة بمدينة دولا (الكاميرون)، حيث تضم حالياً 371 عضواً منهم 363 يمثلون 47 بلداً إفريقيا و14 عضواً دولياً من 8 دول.

وستستلم الجزائر الرئاسة السنوية للمنظمة خلال أشغال الجمعية العامة للمنظمة المرتقب إجرائها غدا الأربعاء.



انطلقت سببها أمس، أشغال المؤتمر الـ 49 للمنظمة الإفريقية للتأمين في فندق الأوراسي المنظمة تحت شعار "مساهمة التأمين في تحديات الأمن الغذائي في القارة الإفريقية". بحضور ممثلين عن شركات التأمين من عدة دول إفريقية ومتعاملين اقتصاديين من القارة السمراء.

وأعلن الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمن، أن السلطات العمومية بصدد الانتهاء من إعداد مشروع قانون جديد للتأمينات سوف يعرض على البرلمان بقرنته قبل نهاية السنة الجارية ليعمل قطاع التأمينات في الجزائر أكثر جاذبية.

وفي السياق أوضح بن عبد الرحمن في كلمته الافتتاحية أن قطاع التأمين في الجزائر "عرف عدة إصلاحات سمحت بفتح السوق لشركات جديدة خاصة وأجنبية، حيث ارتفع عدد الشركات من 6 شركات عمومية سنة 1995 إلى 25 شركة في الوقت الحالي ذات رؤوس أموال سواء عمومية أو خاصة أو أجنبية أو مختلطة.

وقد تم في سنة 2006، بضيف الوزير الأول، تعزيز الإطار القانوني، مما سمح بدفع وتيرة نمو نشاط التأمين، مما أدى للرفع من حجم السوق بثلاث مرات خلال الـ 15 سنة الأخيرة، وما يعادل أكثر من 1.1 مليار دولار خلال سنة 2022.

وحالها، فإن السلطات العمومية "بصدد الانتهاء من إعداد مشروع قانون جديد للتأمينات سوف يعرض على البرلمان بقرنته قبل نهاية السنة الجارية ليعمل قطاع التأمينات في الجزائر أكثر جاذبية". يقول بن عبد الرحمن.

غير أنه ويحكم ضعف نسبة مساهمة القطاع في الناتج الداخلي الخام، وهذا على غرار البلدان الإفريقية التي لم تتجاوز فيها هذه النسبة 1 بالمائة، حسب بن عبد الرحمن، فإن بلداننا تتطلع لتحسين أداء السوق من خلال جملة من الإجراءات الرامية إلى فتح الأسواق في إطار منطقة التبادل الإفريقي الحر، تعزيز التعاون وتبادل المعلومات المرتبطة بتسيير المخاطر لاسيما المخاطر المناخية، ترقية شمولية السوق الإفريقية لإعادة التأمينات، وكذا تحسين حوكمة وملائمة شركات التأمين وإعادة التأمين.

كما ترمي الإجراءات، بضيف الوزير الأول، إلى عصرية سوق التأمين من خلال التعجيل بوتيرة الرقمنة وتقديم منصات رقمية للاكتتاب وتمويش الضحايا وكذا وسائل الدفع الإلكترونية، ترويج العروض التأمينية في إطار الشمول المالي وتحضير القطاع للتكفل بالمخاطر الجديدة وتحسين نوعية الخدمات المقدمة للمؤمن لهم.

نشاط التأمين في الجزائر يحظى بعناية كبيرة

من جانبه اعتبر وزير المالية، عزيز هايد، أن المنظمة الإفريقية للتأمينات، التي ستستلم الجزائر رئاستها، تبقى من بين أهم المحطات التي من خلالها يتجسد العمل الإفريقي المشترك، مشدداً على ضرورة جعل قطاع التأمينات دعماً قوياً للتنمية الاقتصادية والاجتماعية في البلدان الإفريقية.

وأوضح هايد، أن "المنظمة الإفريقية للتأمينات تبقى من بين أهم المحطات التي من خلالها يتجسد العمل الإفريقي المشترك وذلك نظراً للجهود الكبيرة التي تقدمها من أجل تحسين أداء أسواق التأمين الإفريقية ورفع المستوى الفني والمالي لهذا النشاط الذي يجب أن يكون دعماً قوياً للتنمية الاقتصادية والاجتماعية في البلدان الإفريقية كما هو الحال في عدة بلدان أخرى، لا سيما في البلدان المتقدمة.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger